Assemblée de l'Union Africaine : Guterres préoccupé par les violences armées en RDC et au Sahel

MALI

1289

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 20 FEVRIER 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Crise au nord et au centre du pays

Le Parena appelle au dialogue avec les djihadistes maliens

Littérature : Les noms de famille, un véritable abreuvoir !

Visite du PM à Gao : L'espoir de la satisfaction des populations au-delà des critiques

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

19 Fev. 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter

Se laver les mains regulièrement

Tousser ou eternuer dans le coude

Respecter la distance de sécurité

Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains

Eviter de se serrer les mains

Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

402

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
19	11	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

649 506 Vaccinations incomplètes

2 930 340 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
32 914	32 008	743

dont 54 font l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P.12

P.16

P.29

/ Une /

Crise au nord et au centre du pays : Le Parena appelle au dialogue avec les djihadistes maliens P.5

/ Brèves /

Coopérative de l'Habitat de l'INPS : Le personnel de Koulikoro et Ségou séduit par le projet de construction de nouveaux logements P.12
Visite du PM Dr Choguel dans la région de Gao : L'étape Ansongo et Bourem annulée pour raison d'insécurité P.12
Bamako : Moussa Djiré offre un château d'eau à l'école publique de Magnambougou Projet P.13
Manifestation culturelle : L'Ambassade d'Algérie commémore la journée nationale du CHAID P.13

/ Actualité /

19EME session du CA de l'OPV : Des résultats satisfaisants enregistrés P.16
Commémoration de la journée mondiale des zones humides (JMZH) : La DNEF et l'ONG Internationale Wetlands sensibilisent la population sur la nécessité de restaurer les zones humides... P.17
Secteur minier : L'initiative salutaire de Sikida Consulting P.18
Visite du PM à Gao : L'espoir de la satisfaction des populations au-delà des critiques P.20
Interdiction de la vente et la consommation de la Chicha : Après la carotte, l'OCS brandit le bâton P.22
En quête d'un financement libyen de 500 millions de dollars : Dra, victime d'une arnaque à 100 Millions FCFA P.23

/ Politique /

Affaire de déclarations du Dr. Amadou Albert Maïga : Les propos « pathétiques » du CDM à la CMA P.27
Avant-projet de la nouvelle constitution : La lueur d'espoir de la commission de finalisation P.28
Réforme du système politique : La pratique commande le nouveau bail P.29

/ Culture & société /

Littérature : Les noms de famille, un véritable abreuvoir ! P.31
Charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Mali se dote d'un document référentiel authentique P.33

/ International /

Assemblée de l'Union Africaine : Guterres préoccupé par les violences armées en RDC et au Sahel P.34
Levée des sanctions à l'UA : Abdoulaye Diop et ses collègues du Burkina et de la Guinée à la manœuvre P.35
He Yin, le Quotidien au Peuple : La vitalité de l'économie chinoise booste la reprise mondiale P.37

/ Sport /

Turquie : Le footballeur ghanéen Atsu retrouvé mort après le séisme P.39

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas

Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.

20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22
Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Crise au nord et au centre du pays
Le Parena appelle au dialogue avec les djihadistes maliens

Dans un communiqué rendu public en fin de semaine dernière, le parti du bélier blanc s'est prononcé sur la situation sécuritaire au nord et au centre du Mali. Il a également appelé non seulement au respect de l'Accord d'Alger mais aussi au dialogue avec les djihadistes maliens.

« La situation au nord, au centre et à l'ouest du Mali exige le rassemblement national autour du Mali ». C'est le titre d'un communiqué de presse du Parti pour la renaissance nationale (PARENA) de Tiébilé Dramé. Ce parti, qui a longtemps gardé silence sur la crise actuelle du pays, a exprimé son inquiétude le 18 février dernier. « **Le Parti pour la renaissance nationale (PARENA) estime que la situation qui prévaut au Nord, au Centre et à l'Ouest exige le rassemblement et l'union sacrée des filles et des fils du pays** », a-t-il indiqué dans le communiqué. Le parti, après avoir réaffirmé « **sa solidarité avec les populations du Nord**

et du Centre du Mali confrontées aux exactions de toutes sortes », a renouvelé son soutien à nos Forces armées et de sécurité (FAMA).

Le Parena de Tiébilé Dramé a, par la suite, exprimé la solidarité de ses membres et sympathisants avec les familles des FAMA morts pour le Mali. Les tensions sont vives entre le gouvernement malien et les groupes armés signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. La fusion des mouvements armés a suscité la colère de Bamako et certains soutiens de la transition ont même prédit la guerre contre le CMA. C'est le cas du Dr Amadou Albert Maïga du CNT. Pour le Parena, il faut mettre en œuvre l'accord. « **Il invite à la retenue toutes les parties signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger (APR) qui reste, malgré la nécessité de l'améliorer, un instrument incontournable dans la quête de paix et de stabilité au Mali. Aussi, les parties signataires doivent-elles conformer leurs actes et paroles à leurs engagements pris dans le cadre de l'APR, entre autres, le respect de l'unité nationale, de l'intégrité du territoire, de la souveraineté de l'État ainsi que sa forme républicaine et son caractère laïc** », a écrit le parti de Tiébilé Dramé qui a ajouté que : « **L' APR, c'est aussi le respect du drapeau national et de l'hymne national** ».

Face à la tension, le parti de Tiébilé Dramé a appelé « **à la retenue et à l'esprit de responsabilité tous les citoyens maliens, de Diboli à Tinzawaten, afin d'éviter une nouvelle guerre civile qui ne manquerait pas d'aggraver l'impasse et l'instabilité, et de menacer l'existence du Mali** ».

Contrairement à beaucoup de Maliens, le Parena est favorable au dialogue avec les djihadistes maliens. Le parti a exhorté « **les autorités maliennes à engager un dialogue constructif avec les tous acteurs maliens de l'insécurité et de l'instabilité notamment Iyad Ag Aghaly (Ansar Eddine) et Hamadoun Kouffa (KAEM : Katiba Ansar Eddine Maasina)** ».

Anguimé Ansama

PARENA

Parti pour la Renaissance Nationale

Pour une société démocratique et solidaire

PARENA: LA SITUATION AU NORD, AU CENTRE ET À L'OUEST EXIGE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL AUTOUR DU MALI.

Le Parti pour la renaissance nationale (PARENA) estime que la situation qui prévaut au Nord, au Centre et à l'Ouest exige le rassemblement et l'union sacrée des filles et des fils du pays.

Le PARENA réaffirme sa solidarité avec les populations du Nord et du Centre du Mali confrontées aux exactions de toutes sortes.

Il renouvelle son soutien à nos Forces armées et de sécurité (FAMA) qui, jour et nuit, veillent sur la sécurité du pays et la liberté du peuple.

Le Parti du Bélier Blanc exprime avec force la solidarité de ses membres et sympathisants avec les familles des FAMA morts pour le Mali.

Il invite à la retenue toutes les parties signataires de l' Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger (APR) qui reste, malgré la nécessité de l'améliorer, un instrument incontournable dans la quête de paix et de stabilité au Mali. Aussi, les parties signataires doivent-elles conformer leurs actes et paroles à leurs engagements pris dans le cadre de l'APR, entre autres, le respect de l'unité nationale, de l'intégrité du territoire, de la souveraineté de l'État ainsi que sa forme républicaine et son caractère laïc. L' APR, c'est aussi le respect du drapeau national et de l'hymne national.
Le PARENA appelle à la retenue et à l'esprit de responsabilité tous les citoyens maliens, de Diboli à Tinzawaten, afin d'éviter une nouvelle guerre civile qui ne manquerait pas d'aggraver l'impasse et l'instabilité, et de menacer l'existence du Mali.

Enfin, le PARENA exhorte les autorités maliennes à engager un dialogue constructif avec les tous acteurs maliens de l'insécurité et de l'instabilité notamment **Iyad Ag Aghaly** (Ansar Eddine) et **Hamadoun Kouffa** (KAEM: Katiba Ansar Eddine Maasina).

Le PARENA invite l'ensemble des forces vives du pays à des initiatives concertées et communes pour la restauration de la paix et la stabilité au Mali.

DÉCLARATION ADOPTÉE PAR LE COMITE DIRECTEUR RÉUNI LE SAMEDI 18 FÉVRIER 2023.

Rue Soundiata KEITA, Porte N° 1397 Ouolofobougou Bolibana Tél (223) 66 78 49 27/ 76 19 65 54 Bamako – Mali

Malick Konate

« Vous devez accepter que l'on fasse la prison. Qu'ils augmentent le nombre de matelas de la prison... s'il le faut, nous irons !
(Au journaliste) Si tu crains d'aller en prison, contente-toi de poser des questions et je te répondrai. Si tu as peur (rire)
Actuellement dans ce pays, quand tu dis la vérité, soit, ils te font taire, soit, on t'envoie en prison ou ils font ce qu'ils veulent de toi. Je vais désormais dire la vérité.
On ne peut pas faire tout ce que l'on a fait jusque-là, c'est-à-dire, se battre pour ce pays et qu'après des propagandistes viennent prendre ce pays en otage avec le soutien des autorités de transition. » a martelé Issa Kaou Djim sur le plateau de la radio Sahel FM
#Bèki_Takè

« Nous n'avons forcément pas raison, mais l'objectif est que tout aille bien pour ce pays.
Il est temps que l'on s'occupe du Mali, que l'on cesse de dire qu'un tel travail pour la France ou travaille pour Poutine. Occupons-nous du Mali. Occupons-nous des préoccupations des Maliens. Posons-nous des questions : le Malien a besoin quoi aujourd'hui ? Que les déplacés puissent retourner chez eux, que l'on puisse réouvrir les écoles, que les administrations soient réouvertes dans les zones reculées, qu'il y ait la bonne gouvernance [...] » Issa Kaou Djim
#Bèki_Takè

FIGARO DU MALI

COMMUNIQUE JIGIYA_KURA SUITE A L'INTERUPTION DE LA VISITE DU PREMIER MINISTRE POUR DES RAISONS SECURITAITRES
C'est avec consternation que l'Alliance Espérance Nouvelle Jigiya Kura a pris connaissance d'un message du gouverneur de Gao faisant état de l'annulation des étapes des cercles d'Ansongo et de Bourem de la visite du Premier Ministre Choguel Kokala MAIGA dans la région pour raison sécuritaire, au grand désespoir des populations de ces localités.
Il est regrettable de constater qu'avec l'instauration et la célébration du 14 janvier comme journée de la souveraineté retrouvée qu'une pareille situation puisse s'instaurer dans notre pays.
Aussi, Jigiya Kura s'inquiète des conséquences d'une telle déconvenue sur la quiétude des populations dont la sécurisation relève de notre vaillante armée à laquelle nous apportons notre soutien dans l'exercice de sa mission régalienne.
Jigiya Kura qui s'interroge sur l'état réel de la nation, demande aux autorités de la transition de tout mettre en œuvre pour un retour permanent de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.
Bamako le 18 février 2023
La conférence des Présidents

ESPÉRANCE NOUVELLE
JIGIYA KURA

Tièoulé Djigui Sidibe

Cartes biométriques CEDEAO : Envoyez des équipes mobiles de porte en porte comme le Ravec.

Del fro

Celui qui est garçon qu'il parle kidal sinon moi même je peux partir à gao.

Jeune Afrique

Malgré sa dissolution officielle et l'arrestation de plusieurs de ses membres, le FNDC résiste

encore à la junte de Mamadi Doumbouya, au pouvoir. Ce 16 février, le mouvement de la société civile guinéenne appelait ses partisans à manifester dans Conakry.

Kassambara Aly

La délivrance! Meilleur joueur de tous les temps, Messi vient de sauver PSG et MBAPPÉ. Cet homme sait tout faire

Serge Daniel

#Mali-Visite-Nord/ Le Premier Ministre malien Choguel Maïga en viste de terrain ce 18/2/ dans le nord du Mali va rentrer plus tôt que prévu à la maison . La Raison ? Des étapes de son périple dans le septentrion sont annulés pour raisons liées à l'insécurité sur le terrain

Ibrahima Boubacar Yoro Maiga

Le tremblement de terre qui s'est produit en Syrie et en Turquie n'a duré que #45secondes, c'est-à-dire moins d'une minute.
Jusqu'à présent, plus de 41.000 personnes sont décédées et on comptent toujours les morts.
Dans les mêmes #45secondes, les propriétaires sont devenus #sans_abri, les enfants sont devenus #orphelins, les épouses sont devenues #veuves*, les maris sont devenus #veufs, certaines personnes sont toujours #disparues ainsi que celles qui peuvent courir ont couru en laissant tout derrière. Des personnes sont aujourd'hui sans emploi.
Les équipes de secours ne recherchent pas les maisons, l'or, l'argent, la beauté et tout, mais elles recherchent simplement des personnes qu'elles soient en vie ou mortes.
Apprécions les gens car en seulement #45secondes , tout peut changer. Valorisons et respectons nos semblables ainsi que nos relations humaines aussi longtemps que nous serons ici (sur terre).
Demain n'est jamais garanti, demain n'est jamais promis.
Que Dieu nous garde et nous bénisse tous (tes).

Wassim Nasr

#JNIM Dans une vidéo consacré au #Burkina-Faso on remarque une reprise en main ou une centralisation par al-Zallaqa après une période chaotique. Aanabi émir d'#AQMI est le 1er à s'exprimer en audio, Kouffa en vidéo. On remarque la possibilité de mise en scène & usage de drone.

Master Ti

Douane Malienne: Douanes : Saisie de plus de 8kg d'or derrière le radiateur d'un véhicule sur l'axe ivoirien
La Direction du Renseignement et de la Lutte contre la fraude a de nouveau mis la main sur de l'or en contrebande. Le métal précieux en plusieurs colis était soigneusement dissimulé derrière le radiateur d'un véhicule. Le professionnalisme de la mission dépêchée sur le terrain par l'inspecteur des douanes Diagueli Diakité a intercepté le véhicule recherché avant son entrée à Bamako. La valeur marchande est estimée à plus de 250 millions de Fcfa. Le Directeur Général des Douanes, l'inspecteur général Amadou Konaté a salué leur vigilance et a exhorté à maintenir la cadence dans cette lutte implacable contre la fraude et la criminalité transnationale.

Moussa AG Acharatoumane

#Menaka-#MSA: fin de la formation militaire de 50 combattants après 2 mois d'entraînement. En présence des autorités politiques et militaires de la région, cette formation permet à ses jeunes d'acquérir les connaissances nécessaires...

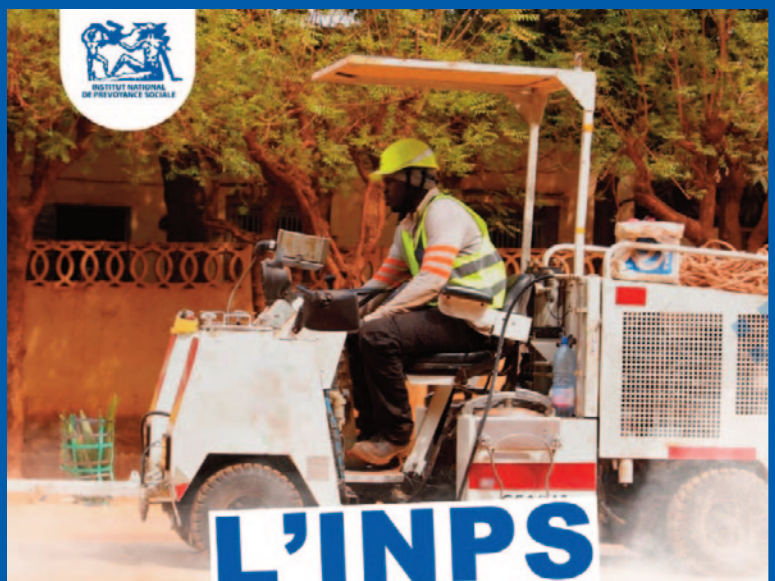
Larmes des pauvres

#Burkina #Sahel Selon une source bien introduite le bilan de l'embuscade du 17 février sur l'axe #Oursi- #Déou dans la province d' #Oudalan) serait désormais d'une cinquantaine de militaires tués et cinq autres capturés par le groupe #EIGS.

#Burkina #Sahel 48H après l'embuscade de Pètè les autorités de la transition ne parviennent à établir un bilan humains et matériels de l'incident permettant à la nation de faire son deuil. N'était-il pas le même maquillage avec les évènements de #Djibo ?

Aziz Maïga ne ment pas

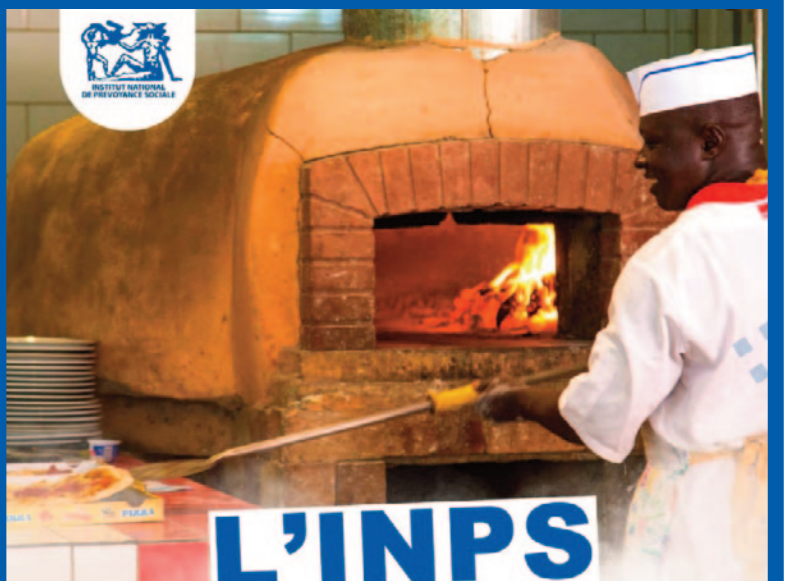
MaliAxe Gao-Niameye : Deux camions citernes ont été brûlés ce jour, 18 février 2023 sur le pont de Koutoubou, dernier village nigerin à la frontière avec le Mali sur l'axe Gao-Niameye. Les chauffeurs et les apprentis ont été ligotés et brûlés avec le camion citerne. @SonniMaiga



L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

L'Institut National de Prévoyance Sociale assure la Sécurité Sociale des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants ainsi que les membres non salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles.

20 70 51 70 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

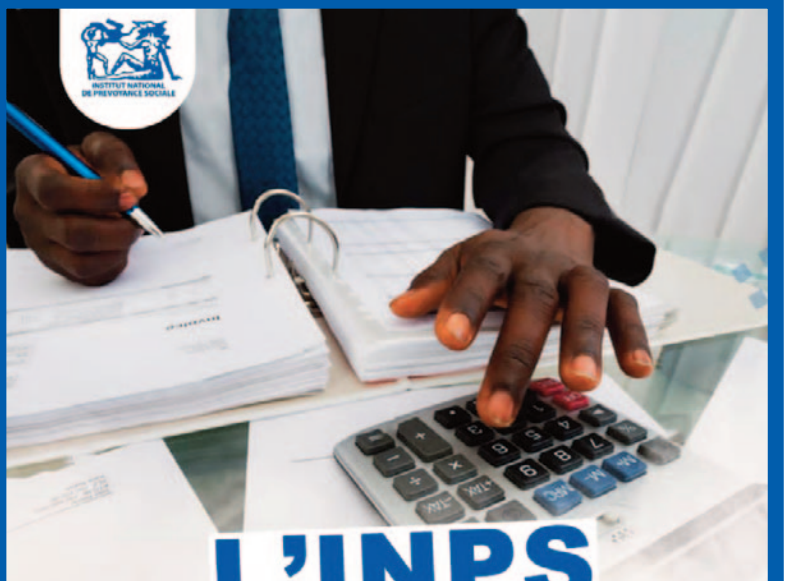
Travailleurs indépendants, membres non-salariés des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielles affiliez-vous au régime Assurance Volontaire de l'INPS et bénéficiez des prestations de l'AMO.

20 70 51 72 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs ! faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali



L'INPS
AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 | inps@inps.ml | INPS_Mali
36123 | www.inps.ml | INPS.Mali

Coopérative de l'Habitat de l'INPS : Le personnel de Koulikoro et Ségou séduit par le projet de construction de nouveaux logements

La Coopérative de l'Habitat de l'INPS avec le soutien indéfectible de la Direction Générale est en tournée dans les régions afin de présenter le programme de construction des logements pour le personnel. Déjà les personnels des régions Ségou et Koulikoro sont séduits par le projet.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie du personnel, la Direction Générale de l'INPS sous la houlette de M. Ousmane Karim Coulibaly, en collaboration avec la Coopérative de l'Habitat de l'Institut lance un vaste projet de construction de nouveaux logements pour les agents de l'INPS.

Pour informer le personnel, la coopérative a lancé une campagne de sensibilisation à travers tout le pays.

La direction de la région de Koulikoro a été la première à recevoir la délégation de la coopérative conduite par son Président, M. Modibo DAGNON et le consultant, M. Noumoumory SAKO. C'était le 15 février dernier.

Dans la cité de Méguétan, le personnel a été imprégné de ce projet phare de la coopérative qui entend doter chaque agent d'un toit.

Au lendemain de cette visite, c'était le tour de la région de Ségou d'accueillir la mission. Les agents de l'INPS de la cité des Balanzans ont été informés de tous les contours de ce projet de construction de logements, une première au sein de l'INPS.

On retient de cette tournée de sensibilisation sur le projet, un véritable engouement du personnel qu'il soit adhérent de la Coopérative de l'Habitat ou pas. Les agents des deux régions ont salué cette initiative qui vise à réaliser le rêve de chaque agent, d'avoir un toit.

Durant cette tournée, trois types de logements ont été présentés au personnel de l'INPS de ces deux régions, à savoir les logements de type F3, F4 et F5. Les propositions de ces types de villa sont faites par trois entreprises différentes de la place, prêtent à concrétiser les rêves des agents de l'INPS.

Les sites concernés par ce méga projet sont : Banankoro et Diatoula.

La mission se rendra très prochainement à Sikasso, Kayes et Mopti. Et, Bamako bouclera la boucle.

Adama DIARRA / Service des Relations Publiques, INPS

Visite du PM Dr Choguel dans la région de Gao : L'étape Ansongo et Bourem annulée pour raison d'insécurité

Annoncée depuis en début de semaine la visite du Premier ministre Dr Choguel Kokalla MAIGA, Gao, la Cité des Askia a réservé hier vendredi 17 février 2023 un accueil exceptionnel au fils du terroir. Il était accompagné d'une forte délégation. Ses premiers ont été, « Je suis venu vous remercier pour vos prières, votre soutien, votre courage, votre résistance ». Dans son programme, le chef du gouvernement devrait se rendre dans les cercles d'Ansongo et Bourem. L'annulation de cette étape a été notifiée à travers un message du gouverneur de Gao évoquant des raisons de sécurité. De ce fait, des maires, des autorités coutumières, religieuses, administratives, les organisations de la société civile étaient demandées à relier Gao afin de rencontrer le Premier ministre, a indiqué le message.

Affaire à suivre...

Bouba/Malijet.com

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Bamako : Moussa Djiré offre un château d'eau à l'école publique de Magnambougou Projet

L'eau est source de vie. Cependant, offrir de l'eau potable à la population contribue au développement de la paix, de la cohésion et de l'union.

Ce samedi 18 février 2023, les populations du quartier Magnambougou Projet et environ se sont retrouvées dans la cour de l'école publique dudit quartier sis en commune VI du district de Bamako. L'occasion heureuse était l'inauguration d'un château d'eau dans l'enceinte de l'école qui a été réalisé sur fonds propre de l'enfant de Magnambougou. Il s'agit de Moussa Djiré. Y étaient présents à cette fête, le chef de quartier, le maire de commune, les leaders religieux, le corps enseignant, le DCAP de la rive droite, les associations et autres.

Chacun des intervenants a remercié le donateur tout en exhortant aux populations de prendre soin du nouveau joyau.

Pour le donateur, Moussa Djiré, « je suis très heureux d'avoir réalisé ce château. Aujourd'hui, je suis ici présent en tant que fils, frère, ami et parent d'élève ». Selon lui, il a été sollicité, et il a juste répondu. « L'éducation de nos enfants n'a pas de prix », a-t-il mentionné.

Des prestations d'artistes, des jeux, des chants et des récitations des tous petits ont mis fin à cette cérémonie.

Bouba/Malijet.com
Source : Malijet

Manifestation culturelle : L'Ambassade d'Algérie commémore la journée nationale du CHAID

Dans le cadre de la commémoration de la journée nationale du CHAID, l'Ambassade d'Algérie a organisé une projection de film au Cinéma Magic Babemba de Bamako. C'était ce samedi 18 février 2023 pour rendre hommage à leurs valeureux martyrs, les Chouhada de la résistance populaire et de la Glorieuse révolution du premier novembre 1954.

Le titre du film projeté était HELIOPOLIS qui est dédié justement à une dimension de la lutte pour l'indépendance algérienne.

HELIOPOLIS est le nom d'un petit village situé à 5 km de la ville de Guelma où les événements se déroulent, une ville martyre, qui a été, au mois de mai 1945, ainsi que d'autres villes, le théâtre de répression sanglante et sauvage, en réaction aux manifestations pacifiques revendiquant la liberté et l'indépendance du joug colonial.

Selon SEM EL Haouses RIACHE, ce film nous rappelle que l'indépendance a un prix. "Il s'agit de cinq millions de martyrs ou plus qui ont sacrifié leurs vies pour la patrie, pendant cent trente-deux de colonisation française", a-t-il dit.

A travers la projection de ce film, nous avons fait un voyage dans l'histoire de l'Algérie commune contre l'oppression de la colonisation, dont le peuple Algérien a souffert tout autant, le peuple malien les autres peuples africains.

Bouba/Malijet.com / Source : Malijet

Sekou DIALLO
CANDIDAT A L'ELECTION DU DISTRICT
DE FOOT BALL DE KAYES
25
FEVRIER
2023
ENSEMBLE POUR UN
FOOT BALL MEILLEUR

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?**

Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.

Article 25 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Article 26 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

Article 27 : Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 28 : Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

Article 29 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

Article 30 : Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.

19EME session du CA de l'OPV : Des résultats satisfaisants enregistrés

Le conseiller technique du ministère du Développement Rural, Mahamadou Sylla, a présidé, le jeudi 16 février 2023, les travaux de la 19ème Session Ordinaire du Conseil d'Administration de l'Office de Protection des Végétaux (OPV) dans les locaux de la structure. Au menu des échanges : l'examen du procès-verbal de la 18ème session du Conseil d'Administration, l'état d'exécution des recommandations de la 18ème session, le rapport d'activités de la campagne 2022 et l'état d'exécution du budget y afférent, le programme d'activités 2023 et le projet de budget 2023.

Le directeur général de l'Office de Protection des Végétaux, Demba Diallo, a indiqué que l'OPV a réalisé d'importantes activités : activités de surveillance, d'alerte, de lutte contre les nuisances faites aux cultures, aux récoltes et aux pâturages. Il a évoqué le bilan de l'OPV de 2022, assorti des principales difficultés pouvant faire l'objet des recommandations pour l'amélioration des activités de 2023. « **A ce bilan s'ajoute une proposition de programmes d'activités de 2023 en phase avec le plan de campagne agricole harmonisé et consolidé 2023 du département rural dont les objectifs de productions céréalières et horticoles contribueront à assurer dans une large mesure la sécurité alimentaire de notre pays** » a-t-il dit.

Le conseiller technique du ministère du Développement Rural Mahamadou Sylla a fait savoir que la contribution du secteur Agricole à la stabilité économique et sociale du pays est capitale de par son rôle central dans l'économie nationale, dans la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus ainsi que dans la sécurité alimentaire et l'amélioration du cadre de vie des populations. Dans cette contribution du Secteur Agricole, l'Office de Protection des Végétaux joue un rôle déterminant particulièrement dans la réalisation des objectifs des productions agricoles, qu'elles soient céréalières, légumières, fruitières ou légumineuses alimentaires. Ces informations ont été données, par le président du conseil d'administration. « **L'office de Protection des Végétaux constitue un outil de perfectionnement important des pratiques de gestion intégrée de la production et des déprédateurs qui seront applicables par l'ensemble des producteurs dans l'optique d'une production agricole durable et plus compétitive** », a-t-il souligné.

Au cours de son intervention, Mahamadou Sylla a déploré qu'en dépit du rôle important que joue l'OPV à travers l'ensemble du territoire national et malgré son statut d'Etablissement Public à caractère Administratif (EPA), l'Office ne dispose d'aucune source pouvant générer des ressources propres. Il a aussi rappelé que le fonctionnement de l'Office est assuré par le budget national avec des appuis ponctuels de certains partenaires techniques et financiers. Cette situation confronte notre outil de santé des végétaux à des problèmes récurrents d'insuffisance de ressources humaines, financières et logistiques. Il a souligné à titre d'illustration que l'OPV dispose de 127 agents toutes catégories et tous corps confondus sur 303 prévus dans le cadre organique. « **La campagne phytosanitaire 2022 a été principalement marquée par la persistance des infestations de la chenille légionnaire d'automne dans les bassins de production de maïs, et des fortes pullulations des Jassides notamment sur les parcelles de coton. On note également que les mouches des fruits se sont manifestées de façon inhabituelle sur les cultures fruitières avec d'importants dommages sur les mangues à l'exportation. Il a en outre signalé que grâce à la stratégie de surveillance et d'intervention adaptées au contexte d'insuffisance de ressources, toutes les infestations des nuisibles à l'exception de celles dues aux jassides ont été maitrisées** », a-t-il révélé.

En termes de réalisations, il ressort que 430 270 ha ont été prospectés dont 108 515 ha infestés sur lesquels 78 304 ha ont été traités, soit 72, 15%. Pour la nouvelle campagne 2023, le programme phytosanitaire qui sera examiné portera, entre autres, sur la surveillance générale des cultures et des pâturages, la prévention de la pullulation des nuisibles et la lutte curative, la formation des agents et des producteurs afin de mieux faire face aux défis, le renforcement du cadre de collaboration sur l'ensemble des acteurs.

Pour rappel, l'OPV se propose comme un outil de performance pour le monde rural et de lutte contre la pauvreté et cela en coordonnant l'opération de surveillance des végétaux et des cultures en vue de signaler l'existence, l'apparition et la propagation des ennemis des végétaux. Aussi, l'OPV procède aussi à la désinsectisation ou à la désinfection des envois des végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux.

Ibrahim Sanogo

Commémoration de la journée mondiale des zones humides (JMZH) : La DNEF et l'ONG Internationale Wetlands sensibilisent la population sur la nécessité de restaurer les zones humides...

La direction nationale des eaux et forêts (DNEF), en collaboration avec l'ONG Internationale Wetlands, a célébré le vendredi 17 février 2022 au Centre de formation pratique forestière « Jean Djigui Keita » de N'Tabacoro, la Journée mondiale des zones humides (JMZH), sous le thème : « Il est urgent de restaurer les zones humides ». La cérémonie était présidée par le représentant du directeur national des eaux et forêts, le Colonel Major Abdoulaye TAMBOURA qui avait à ses coté le Directeur régional de Wetlands, le Dr Karouga KEITA ; du directeur des études dudit centre, le Colonel major Bougouna TRAORE.

L'objectif de cette célébration de la JMZH vise à attirer l'attention des décideurs et la population sur la nécessité de prendre des mesures concrètes destinées à sauvegarder et restaurer les zones humides, berceaux de la diversité biologique.

La Journée mondiale des zones humides (JMZH) est une journée internationale qui est consacrée chaque année à la sensibilisation du grand public aux zones humides et célèbre l'anniversaire de la signature de la convention de Ramsar en Iran, par 157 pays, le 2 février 1971. Autour de cette date (et parfois pendant un mois), de nombreuses animations sont organisées dans le monde entier. Marquant le début de prise de conscience internationale pour la protection de la biodiversité, cette convention prévoit la désignation de sites dans le monde et chapeaute chaque année les JMZH relayées par différents établissements publics, associations, collectivités territoriales ou entreprises.

Cette journée se fonde sur l'importance reconnue des fonctions écologiques fondamentales des zones humides en tant que régulatrices du régime des eaux et en tant qu'habitats d'une flore et d'une faune caractéristiques dont les oiseaux d'eau.

La République du Mali a adhéré officiellement à la convention en juillet 1985 suivant la lettre n°76/AMP-SG du 10-07-85 du délégué permanent du Mali auprès de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture) qui est le dépositaire de la Convention. Il faut signaler que le Mali a ratifié la convention des zones humides le 25 mai 1987, et est devenu membre le 25 septembre 1987. Le Mali, avec l'appui de ses partenaires comme l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), a pu inscrire, quatre (4) sites Ramsar couvrant plus de 4 millions d'hectares. Il s'agit : du Delta Intérieur du Niger (région de Mopti), de la vallée du Sourou (Mopti), du lac Magui (région de Kayes) et celui de Wégnia (région de Koulikoro).

Il ressort des interventions que le Mali, avec l'appui de ses partenaires comme l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), a pu inscrire quatre sites Ramsar couvrant plus de 4 millions d'hectares. Il s'agit du Delta Intérieur du Niger (régions de Ségou, Mopti et Tombouctou), la vallée du Sourou (Mopti), le lac Magui (région de Kayes) et le lac Wégnia (région de Koulikoro).

Cependant, ils ont souligné que ce vaste espace faisant l'espoir des millions de personnes et d'autres formes de vie, se trouve de nos

jours soumis à une rude épreuve menaçant son existence sous les effets conjugués des mauvaises pratiques humaines et des changements climatiques.

Pour sa part, le Directeur régional de Wetlands, Dr Karouga KEITA, a souligné que la Journée mondiale des zones humides est célébrée tous les ans le 02 février. « **Cette commémoration permet de sensibiliser le public et de mieux faire connaître le rôle crucial des zones humides. D'une grande richesse naturelle, les zones humides sont indispensables à la vie humaine, d'où l'impérieuse nécessité de leur restauration** », a-t-il dit.

En effet, il a précisé que les zones humides contribuent au maintien de la biodiversité et d'écosystèmes vitaux. « Quarante (40) pour cent de toutes les espèces végétales et animales vivent ou se reproduisent dans des zones humides », a-t-il indiqué.

« D'une grande richesse naturelle, les zones humides sont indispensables à la vie humaine. Elles sont essentielles à l'agriculture et à la pêche. Sources d'eau, elles servent aussi de filtres et protègent le littoral. Les zones humides forment les plus grands puits de carbone naturels de la planète », a fait savoir le Dr Karouga KEITA.

En outre, il a signalé que, Wetlands International est une ONG mondiale scientifique qui a pour mission première la sauvegarde et la restauration des zones humides au profit des personnes et de la nature. « Elle opère en tant qu'organisation en réseau reliant ses forces dans différents pays et régions. Ses quatre stratégies principales sont entre autres la mobilisation de la meilleure expertise disponible et des connaissances ; la conservation et la restauration des principales zones humides, en habilitant les collectivités à prendre des mesures et le plaidoyer qui permet d'améliorer les politiques et les pratiques des gouvernements et des entreprises à toutes les échelles », a-t-il cité.

Pour rappel, cette cérémonie s'est soldée par une conférence débat sur le thème « Importance des zones humides, les défis auxquels elles sont confrontées et leur restauration ».

Maffenin Diarra

Secteur minier : L'initiative salutaire de Sikida Consulting

Du 16 au 17 février 2023, sur l'initiative de Sikida Consulting s'est tenue la 3ème édition de l'atelier de concertation et d'échanges pour l'amélioration du cadre de concertation entre les mines et leurs partenaires.

Ils étaient nombreux, miniers et responsables des services techniques du ministère et bureaux d'études œuvrant dans le secteur des mines, à se donner rendez-vous à l'hôtel Onomo de Bamako, à l'occasion de la 3ème édition de l'atelier de concertation et d'échanges pour l'amélioration du cadre de concertation entre les mines et leurs partenaires. Cet atelier, initiative de Sikika Consulting, avait pour objectif principal de créer un cadre d'échanges pour une meilleure collaboration entre les mines et les services techniques de contrôle et de régulation des activités minières au Mali. De même, il visait spécifiquement à : faire connaître aux acteurs les initiatives des compagnies minières à travers la mise en œuvre des programmes de gestion environnementale et sociale, mieux clarifier les exigences légales et réglementaires applicables à l'exploitation minière au Mali; mieux comprendre les systèmes de suivi de contrôle mis en place par les différents services de régulation, débattre des thèmes d'intérêt nationaux pour l'industrie minière , faire des propositions consensuelles pour une amélioration du système de suivi et de contrôle des services de régulation etc.

Avant de commencer les travaux proprement dits, l'honneur est revenu au représentant pays de Barrick, Mining, M. N'Golo Sanogo de prononcer les mots de bienvenue. Celui-ci dira d'abord que la question cruciale liée à la gestion des ressources minières prend un essor de plus en plus considérable au Mali. « **Comme personne ne peut s'en douter, le secteur minier, pris dans sa globalité, est porteur d'espoir pour les pays africains à économie rentière et plus spécifiquement le Mali** » a-t-il fait savoir. Avant d'ajouter que le Mali regorge d'importantes ressources minières, dont l'exploitation pourrait constituer une importante source d'emplois, de revenus et contribuer au processus de développement durable.

En revanche, N'Golo Sanogo a regretté la faible appropriation des technologies à forte valeur ajoutée dans la chaîne d'exploitation pour notre pays. Ce qui fait que le Mali n'est qu'un simple exportateur de produits miniers semi-finis vers les pays industrialisés. De même,

notre pays, comme d'autres de la sous-région, reste confronté à un défi majeur. Celui, des richesses de son sous-sol qui contribuent à peine à accroître directement le développement humain dans le pays. « **C'est pour cela que le Gouvernement du Mali soutient une exploitation transparente, équitable et optimale des ressources minières pour soutenir une croissance et un développement socio-économique durable** » à en croire le représentant de Barrick Mining.

S'adressant aux sociétés minières, opérant dans notre pays, N'Golo Sanogo dira qu'il est important que les sociétés minières intensifient les efforts dans les actions s'inscrivant dans le cadre de la responsabilité sociétale des entreprises. Pour ce faire, elles ont encore besoin de plus d'efforts sincères dans la promotion du contenu local par une meilleure implication de celles-ci dans les initiatives portées par l'Etat malien. « **Au-delà de la promotion du contenu local, un enjeu majeur du secteur est la responsabilité dans la gestion environnementale et sociale** » a-t-il renchéri. Tout en estimant que les contributions des sociétés minières à la réalisation de cette vision sont le respect strict de la règlementation en vigueur, mais aussi une approche beaucoup plus responsable dans la mise en œuvre des activités.

Pour sa part le représentant du ministre des Mines, de l'Energie et l'Eau, Lassana Guindo n'a pas caché sa satisfaction pour l'organisation de la 3ème édition de cette concertation entre les mines et leurs partenaires. C'est pourquoi, le gouvernement, à travers le département en charge des mines s'est toujours engagé à accompagner les sociétés minières dans leurs activités, afin de contribuer à rehausser l'économie du pays. « **Il n'est un secret pour personne que ces sociétés minières jouent un rôle capital dans la mobilisation des recettes de l'État** » dira M. Guindo. Avant de faire comprendre que cette rencontre d'échanges entre les mines et leurs partenaires permettra aux acteurs du secteur minier de chercher des solutions pour faire face aux différents problèmes qui minent le secteur. Le représentant du ministre reste optimiste que les recommandations issues de cet atelier permettront au secteur minier de relever les nombreux défis auxquels il reste confronté.

A signaler que la qualité des études d'impact, la robustesse des plans de gestion environnementale et sociale et le volontarisme dans la mise en œuvre effective de ces actions sont la clef de voûte d'un développement minier responsable au Mali.

Ki-Zerbo

Visite du PM à Gao : L'espoir de la satisfaction des populations au-delà des critiques

Pour témoigner leur soutien à la transition, les populations de Gao et environ ont bravé poussière et soleil pour réserver un accueil chaleureux à leur Premier ministre en tournée dans cette région du Nord. C'est un accueil chaleureux que la population de la Cité des Askia a réservé au Premier ministre Choguel Kokalla Maïga et à sa délégation. Un accueil des grands jours comme pour démontrer que l'hôte du jour est un enfant du terroir...

Cette mobilisation populaire de toutes les communautés du nord a été appréciée et fortement saluée par le Premier ministre qui conduit une très forte délégation comprenant plusieurs ministres, chargés respectivement de la Refondation, du Développement rural, de la Culture, de la Communication, des Transports et de l'Equipement, de la Réconciliation, de la Promotion de la Femme. Sont également présents le ministre délégué chargé de l'Action humanitaire ainsi que celui chargé de l'Elevage et de la Pêche.

Le Premier ministre a reçu des cadeaux symboliques de toutes les communautés présentes : Songhoï, Peulhs, Kel Tamasheq noirs, Tamasheq... Parmi ces cadeaux, un cheval, un dromadaire, des bœufs, des sabres, des Tableaux et bien d'autres objets d'art. Ceci témoigne du soutien indéfectible Du peuple envers les autorités.

Originaire de la région, le Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga a remercié les populations de Gao pour leur hospitalité, la parfaite organisation de l'événement, leur résilience à toute épreuve, bref pour le sens de l'unité que la ville offre à travers ces manifestations...

« **Je suis venu vous remercier pour vos prières, votre soutien, votre courage, votre résistance** », a déclaré le Premier ministre avant de se soumettre à un véritable devoir de mémoire. « **Il est important de rappeler que c'est vous qui êtes restés ici pendant l'occupation. Vous les imams, vous les notabilités, vous les populations, toutes communautés confondues. Aujourd'hui, j'ai vu des Songhoï, des Tamasheq, des Peulhs, des Bamanans, tous unis. Comme pour dire qu'il n'y a aucun problème entre les populations, entre les communautés** », a en effet scandé le Chef du gouvernement dans la Cité des Askia.

Le Premier ministre a remercié les autorités et les populations de Gao pour l'accueil qui lui a été réservé et pour les dispositions prises pour garantir le succès de la mission. Il a insisté sur le fait que les priorités exprimées par les populations sont les mêmes que celles identifiées par le Colonel Assimi Goïta et le gouvernement. Notamment en ce qui concerne la sécurité et le développement. Le Chef du

Gouvernement a salué au passage les forces de défense et de sécurité pour les efforts remarquables qu'elles ne cessent de déployer pour la protection des populations.

Des infrastructures, une priorité

Le Premier ministre a ensuite évoqué la construction de la route Sévaré-Gao, des tronçons Gao-Bourem-Taoussa ainsi que les travaux du barrage de Taoussa. Autant de chantiers structurants qui, selon lui, constituent les priorités du Gouvernement, après bien entendu, les questions de sécurité.

Des doléances

Les autorités administratives et politiques, les femmes, les jeunes, ont successivement souligné avec force les défis qui se posent à Gao. Sans langue de bois, ils ont évoqué les besoins cruciaux de la région. Gao souhaite vivement la paix, la reprise des travaux de la route Sévaré-Gao, de la route Gao-Bourem-Taoussa, le démarrage des travaux de construction du barrage de Taoussa. Gao a également besoin d'eau et d'électricité. C'est pourquoi elle veut une connexion stable au réseau. En un mot, Gao souhaite la réalisation de projets structurants susceptibles de créer des emplois.
Le Premier ministre n'a pas été surpris par ces doléances exprimées de la manière la plus

claire. Choguel Kokalla Maïga a assuré aux populations de Gao qu'elles feront l'objet d'un mémorandum qui sera transmis à qui de droit. Le Chef du gouvernement ne promet pas la réalisation de toutes les doléances, mais il a donné l'assurance qu'une attention particulière sera réservée aux problèmes évoqués. Surtout qu'il s'agit d'exécuter une instruction majeure donnée par le Président de la Transition qui ne cesse de rappeler qu'après les questions de sécurité, les besoins fondamentaux des populations occupent un ordre de priorité élevé.
Dans son adresse aux populations, le Premier ministre est revenu sur la résistance héroïque de Gao hier occupée par les forces du mal, la résilience de ses hommes et femmes, de ses jeunes, de ses autorités religieuses et traditionnelles. Et ce, en l'absence de toute administration. Poursuivant sur sa lancée, il a invité Gao à maintenir le flambeau levé.
« **Vous avez montré que les communautés sont unies à travers cette communion** », a conclu le Chef du gouvernement.
Par ailleurs, l'annulation des visites du Premier ministre à Bourème et Ansongo ne remet pas en cause l'esprit de cette visite qui, pour le moins, rassure les populations de ces zones qu'elles ne sont pas oubliées dans la nouvelle vision des autorités de la transition.

Binadjan Doumbia

Interdiction de la vente et la consommation de la Chicha : Après la carotte, l'OCS brandit le bâton

La mesure d'interdiction de la vente et de la consommation de la Chicha est entrée en vigueur au Mali depuis le mercredi 15 février. Pour joindre l'acte à la parole, faire respecter la loi, les agents de l'Office Central des Stupéfiants (OCS) ont envahi le terrain à la recherche des contrevenants. Le bilan après l'opération : une cinquantaine de personne interpellées dont plusieurs femmes, des matériels et produits de chichas saisis.

Après la période de sensibilisation, il faut la phase de répression pour dissuader des "têtes de mil". Il y a eu des séances de sensibilisation durant la période de grâce et les gens sont informés. Il faut donc passer à la phase répressive pour que certaines personnes acceptent la réalité des choses. Les responsables de l'Ocs avaient pourtant promis qu'après la date butoir, qu'ils vont sévir sans faiblesse. Ils viennent de joindre l'acte à la parole. Dans le cadre de l'application de l'arrêté interministériel interdisant l'importation, la distribution, la vente et l'usage de la chicha ou tout autre appareil similaire sur toute l'étendue du territoire national qui est entrée en vigueur ce mercredi 15 février 2023, la Direction de l'Office Central des Stupéfiants, à travers ses antennes de Bamako a effectué une patrouille dans la nuit du mercredi 15 février dernier. Cette descente a mobilisé plusieurs éléments de l'OCS avec à leurs têtes le Lieutenant-Colonel Siliman Sangaré, chef de renseignements et des opérations par intérim de l'Ocs.

« La mission doit se dérouler dans la discipline conformément aux consignes données par le commandement. Donc il faut être ferme et courtois. Vous êtes des professionnels, donc il faut faire la mission en professionnelle », c'est par ces piqures de rappelle que le Lieutenant-Colonel Siliman Sangaré, chef de renseignements et des opérations par intérim de l'Ocs, a briefé ses hommes avant la descente musclée dans plusieurs secteurs de la ville de Bamako. La patrouille a concerné des salons de coiffure, des boîtes de nuits, des maisons de chicha. Elle a permis de mettre le grappin sur une cinquantaine de personnes. Et selon Sangaré, les personnes interpellées seront présentées aux juges après les enquêtes. « A partir de cet instant, l'opération va continuer. Des sorties seront organisées avec la gendarmerie et la police nationale dans les jours qui

suivent », a-t-il promis. Pour dire aux récalcitrants qu'il n'y aura pas de répit. Un seul mot d'ordre, mettre terme à cette pratique qui nuit le milieu juvénile. Pire, même chez les femmes. Vont-t-ils relever le défi ? Les agents de l'Office central de stupéfiants sont en tout cas engagés et déterminés.

Pour rappel, le gouvernement avait donné 6 mois de délai de grâce aux importateurs, distributeurs et consommateurs de la chicha avant l'application de l'arrêté interministériel n°2022 du 15 août 2022 portant interdiction de l'importation, la distribution, la vente et l'usage de ce produit où tout autre appareil similaire sur toute l'étendue du territoire. Passé ce délai, il avait promis de sévir contre les contrevenants. Il faut noter également que des revendeurs avaient portés plainte contre cet arrêté en demandant un sursis à cette décision avant le jugement de fond et le 26 janvier dernier la Cour suprême a rejeté leur requête.

A noter également que les autorités ont décidé d'interdire ce produit au Mali car des produits stupéfiants ont été constatés dans tous les échantillons soumis aux analyses dans les laboratoires de santé. Pour elles, c'est un phénomène de toxicomanie déguisée et banalisée. Ces produits sont majoritairement consommés par les jeunes et les femmes.

Moussa Sékou Diaby
Source : Tjikan

En quête d'un financement libyen de 500 millions de dollars : Dra, victime d'une arnaque à 100 Millions FCFA

Incroyable mais vrai ! L'ancien porte-étendard de l'Adema aux élections présidentielles de 2013 et plusieurs fois ministre sous le régime, Dramane Dembélé a été victime d'une arnaque à grande échelle : il a lui-même, après avoir été convaincu de la « fiabilité » d'un réseau de prétendus libyens de la famille de Feu Mouammar Kadhafi, engagé et supervisé la transaction "top secret" de la somme de Cent mil- lions de nos francs jusqu'à Accra au Ghana où l'affaire va tourner au cauchemar. Enquête exclusive !

Courant 2018, lorsqu'il se faisait approcher par un metteur en relation malien qui disait avoir eu vent d'un réseau libyen de financement de projets structurants et d'envergure, basé à Accra au Ghana, Dramane Dembélé n'était plus ministre. Celui qui avait été investi candidat à l'élection présidentielle de 2013 par l'Alliance pour la démocratie au Mali (Pasj), le plus grand parti politique d'Afrique après l'ANC, avait pris ses distances avec l'arène poli- tique pour se replier dans son cabinet de consultant indépendant dans le secteur minier à Bamako.

Ancien Directeur national de la géologie et des mines (5 ans, de 2005 à 2010), Dra comme l'appellent ses camarades de l'Alliance pour la démocratie au Mali a dès le début de sa carrière professionnelle en 1994, exercé en tant que géologue d'exploration dans les compagnies privées internationales de renommée. En géologie et mines, il s'y connaît parfaitement. Ce qui lui a permis de travailler dès 2004 à la mise en va- leur des ressources en pierres précieuses et semi- précieuses pour la prestigieuse banque européenne d'Investissement en tant que chef de projet du Fonds minier Mali.

Réseau mafieux

Très discret, ce minier dans l'âme, fuyant les caméras et les grands discours, qui fut pendant près de deux ans ministre, a toujours nourri une passion pour son domaine de prédilection : l'exploitation minière. Une orientation qui, après une antérieure polémique relative à un blanchiment d'argent qu'il est parvenu à taire comme par magie, le renvoie cette fois-ci dans les filets d'un irrésistible réseau mafieux de faux investisseurs libyens, dirigé par un vrai faux cadet de l'ancien président Feu Mouammar Kadhafi de la Grande Jamahiriya.

Un matin, nous est-il revenu, alors qu'il avait été prévenu du deal que proposaient des investisseurs libyens, Dramane Dembélé accepta de rencontrer son compatriote Simbala Coulibaly, un homme d'affaires qui jouait à

cette époque le rôle de metteur en relation. Ce dernier aussi, selon nos sources, avait été contacté par le Sieur Abou Yaranangoré, un Maliano-gabonais qui se décrit comme étant le fils d'un ancien de la légion verte de Kadhafi, replié à Accra depuis les événements de 2011 en Libye.

Bauxite

Au cours des entretiens en plein cœur de Bamako avec le nommé Simbala, Dra trouva l'offre alléchante. D'autant plus que l'offre qui s'élevait à hauteur de 500.000.000 de dollars américains, venait à point nommée. L'occasion faisant le larron, l'ancien ministre qui est détenteur d'un vaste espace riche en bauxite sur la route de Kita, voulait lever des fonds pour exploiter sa propre mine, nous indique notre source avec des documents à l'appui.

Le deal

Mais avant de s'engager dans le deal, nous est-il revenu, l'ancien ministre veut d'abord se convaincre de la fiabilité des donateurs. Il effectue alors un premier dé- placement à Accra dans la capitale ghanéenne où il a retrouvé Simbala pour la mise en relation.
Comme convenu à Bamako, la première rencontre avec les libyens se déroule dans une ambiance de bon enfant dans un quartier huppé d'Accra. Jusqu'ici, tout allait bien. Et les bureaux de haut standing des prétendus donateurs de fonds, régulière- ment pris d'assaut par des visiteurs de prestige avec un parc automobile riche en grosses cylindrées ne sont pas pour faire peser de doute sur l'opulence de ses occupants, sereins et faisant mine

d'être généreux.
Sur place, c'est en présence de Simbala Coulibaly et d'Abou Yaranangoré que l'ancien ministre rencontre deux hommes, membres du réseau et censés représenter le prétendu fonds libyen: le fils et le représentant du supposé cadet ou cousin de Feu Kadhafi (de gauche à droite). Leur mentor serait en soin en Russie. Après un premier et un deuxième voyage qu'il a effectués à Accra pour se convaincre et décider de ce qu'il y a lieu de faire, Dramane Dembélé est intéressé et l'affaire est conclue.

Cristaux en pierres

Cependant, pour bénéficier du fonds promis qu'ils lui disent déjà mis sous scellé dans une cargaison quelque part au Qatar, Dra doit d'abord verser la somme de **300 Millions de francs Cfa**, couvrant le fret et toutes les tracasseries liées au transport de la cargaison contenant des boules à cris- taux en pierres, camouflant le montant de $500.000.000, l'équivalent de 300.000.000.000 Mil- liards de FCFA, dans une caissette en scellé (voir le contenu de la cargaison présenté à Dra en image), d'Accra à Bamako par avion.
Pour le convaincre, ont indiqué nos sources, les deux soi-disant libyens montrent à Dra des photos de leur patron qu'ils présentent comme étant le jeune frère de Feu Mouammar Kadhafi. Or, le fils d'Abou Meniar et Aïcha Ben Nira qui a dirigé la Libye pendant 41 ans, 11 mois et 22 jours n'a jamais eu de frère qui a vécu. A 60 ans, son père a perdu tous ses garçons à bas âge. Seules ses trois filles (Salma, Zadma et Atiqa) ont survécu jusqu'à la naissance de Mouammar, le dernier. Outre les images de la cargaison déjà dans un conteneur qui attendrait d'être acheminé par avion d'Accra à Bamako, les donateurs libyens font signer par Dra un contrat de location.

Cargaison

Tenté par le pactole, l'ancien ministre argue que le montant de 300 Millions de Francs qu'ils lui proposent de verser pour l'acheminement de la cargaison est assez élevé pour lui, puis il propose de verser 100 Mil- lions de Francs en liquide (équivalant à US$160.000). Pour leur part, les donateurs acceptent de prendre les cents millions proposés par le bénéficiaire malien qu'ils disent compléter pour couvrir le mon- tant de 300 Millions de nos francs, l'équivalant de US$ 321.000.000, initialement demandé (voir la Facture de location de l'appareil –QUO- TATION-). Le but est de tout faire pour financer le transport par avion de la cargaison dans un avion spécial. Dans le deal, le contenu réel de la cargaison doit être dissimulé à la Douane malienne. Une fois à destination, 15% des 500 Millions de dollars américains devraient servir à couvrir les dépenses liées à la mise en relation et les commissions des intermédiaires dont 4% devraient revenir à Simbala et son équipe pour la mise en relation.

Marché noir

Au bout des échanges lors de son deuxième déplace- ment à Accra, Dra et les hommes s'accordent sur le montant de 100.000.000 FCFA qu'il doit verser pour recevoir ses dollars en bonne et due forme. Très vite, il rentre à Bamako où il remet ledit montant à un homme de réseau du marché noir bamakois pour le récupérer en dollars ghanéens à Accra les jours suivants. En tout cas, cette somme importante n'est passée par aucune institution financière pour atteindre Accra. Pour la troisième fois qui doit boucler la boucle, Dra emprunte l'avion à nouveau pour Accra où il récupère la somme envoyée depuis Ba- mako, la récupère et la remet en personne aux donateurs, en présence du fixeur malien Coulibaly et de Yaranangoré, le Maliano- gabonais.

Boeing 777F/B737F

Le même jour, les parties signent des documents dont copies des originaux sont remises à Dra avec la facture mentionnant les détails afférents, puis un contrat d'affrètement d'un avion Boeing 777F/B737F, dont le plan de vol concernait l'itinéraire suivant : Kotoka International Airport comme point de départ et l'aéroport international Modibo Keita de Bamako Sénou comme point d'atterrissage, à la date prévue entre le 15 et le 16 mars 2020 pour une durée de vol de 4 heures 35 minutes. Le poids de la cargaison conte- nant les dollars et les cris- taux en 60 palettes, est estimé à 65,200 tonnes, selon la facture dont Le Soft détient une copie de l'original.
Dans le contrat d'affrète- ment dont Le Soft détient copie (voir en fac simulé), il est écrit en anglais ce qui suit :"fly will be solely cargo flight and no passengers will be accepted" : Ce qui veut dire en français : le vol sera uniquement un vol cargo et aucun passager ne sera accepté. Dra qui est présenté dans les documents comme locateur du Boeing, a signé le contrat de location de la société NAC CHARTER CARGO COMPA- GNY LTD (une société dont on n'est pas parvenu à retrouver les traces).
Trois ans après la conclusion cette affaire, la cargaison fantôme contenant les $ 500.000.000 promis à Dra, ne sera pas livrée et les contacts supposés être libyens ne répondent plus au téléphone. Entre temps, l'ancien ministre qui ne souhaite que rentrer en possession de ses cents mil- lions, a saisi la justice de son pays. Ecouté à la police, des sources bien intro- duites nous ont confié que le Sieur Simbala Coulibaly a persisté avoir lui aussi été floué.

Stratégie

Contacté par nos soins, l'ancien ministre Dramane Dembélé qui nous a reçus sans embrouilles dans son bureau, nous a confié cependant, que l'affaire est pendante devant la justice, et de ce fait, il ne souhaite- rait pas faire beaucoup de commentaires là-dessus, même s'il a reconnu des points clés de l'affaire dont le montant de cent millions qu'il a versé au réseau et sa volonté de lever des fonds ($ 500.000.000) pour un projet comme il en a d'ail- leurs l'habitude, conformé- ment à son profil, a-t-on compris dans ses explications. A notre insistance, sur la question relative à la transaction de cent millions de francs Cfa via un réseau obscur, l'homme politique qui n'est plus à présenter nous a répondu avoir fait ce qui se faisait et qu'il n'a, à ce niveau, nullement violé une quelconque loi. Tant mieux! De nos renseignements, les supposés libyens et le Sieur Yaranangoré seraient toujours à Accra où ils continuent de mener leurs activités malveillantes. Reste que Dra qui compte sur les poursuites engagées contre Simbala le fixeur, pour complicité d'escroquerie, puis de faux et usage de faux, semble indécis sur la stratégie outre justice à mener pour récupérer son sou.

Affaire à suivre...
Issiaka Tamboura
Source : Le SOFT

Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Affaire de déclarations du Dr. Amadou Albert Maïga : Les propos « pathétiques » du CDM à la CMA

Pour avoir tenu des propos sur la libération de la région de Kidal, le Dr. Amadou Albert Maïga, non moins premier vice-secrétaire du conseil national de transition, fait l'objet, depuis quelques moments, de critiques pour la part de certains mouvements dont la CMA. En la matière, les membres du collectif pour la défense des militaires (CDM) rétorquent. Ils répondent, voire crachent leurs quatre vérités aux membres de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA).

Des mouvements comme Tabalé et la CMA n'ont, en guise de réaction, aucunement manqué de mots suite aux déclarations du Dr. Amadou Albert Maïga. Alors que les militants et sympathisants du mouvement Tabalé se désolidarisaient desdites déclarations, tenues lors d'une émission radiophonique et relayées sur les toiles, des membres de la CMA annonçaient plutôt « prendre au sérieux lesdits propos ». Cela, en les qualifiant de « va-t-en-guerre ». Mais le CDM soutient apporter, de son côté, un soutien indéfectible au jeune membre de l'organe législatif de la transition. « Le collectif pour la défense des militaires a suivi avec un grand intérêt les déclarations de l'honorable Dr Amadou Albert Maïga sur le cas de Kidal ». En effet, l'honorable Maïga affirmait dans ses déclarations que : « très bientôt, nous rentrerons dans la guerre de libération de Kidal afin de couper la tête du serpent », rappelle-t-on dans ce communiqué datant du 15 février dernier. L'honorable Maïga a dit tout haut, trouve le CDM, ce que beaucoup de gens pensent tout bas.

Cela, face « aux velléités désespérées d'une nouvelle tentative de déstabilisation du Mali par la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) », indique le mouvement. Le regroupement annonce se reconnaitre dans les propos du Dr. Amadou Albert Maïga. Puis d'être on ne peut plus succinct : « La CMA doit au contraire s'inscrire dans une dynamique de paix en demandant tout simplement pardon au peuple malien dans son entièreté, et des populations du nord en particulier ».Leur « rêve fou et hythopique d'indépendance est en majeure partie responsable du cul-de-sac dans lequel le Mali est plongé depuis plus d'une décennie », apprend-on du communiqué du CDM. Aussi, les membres du collectif énoncent condamner, sans ambages, les actes de provocation « à outrance des rebelles du nord qui, déplore-t-on, continuent d'organiser leurs folklores dits d'indépendance chaque année, alors que nous sommes liés par un accord censé réunir les fils et filles du pays ».

Le mouvement certifie que les représentants des groupes armés se trouvent pourtant au niveau de toutes les institutions du pays, en ce moment précis. Mais les Maliens continuent, hélas, de subir le même sort en assistant à des attaques et conflits jusque-là interminables. C'est du moins ce qu'on dénonce dans ce communiqué : « Bien que leurs représentants siègent dans la plupart des institutions de la transition, ces groupuscules armés continuent de prendre en otage la population de Kidal ». Aussi, maintiennent les membres du CDM, les mêmes groupuscules « ne cessent de multiplier les communiqués va-t-en-guerre instrumentalisés avec un dessein mal sain de déshonorer notre pays, le Mali ». Réitérant alors leur ferme volonté à soutenir les déclarations du Dr. Maïga, les protestataires du jour font également savoir aux uns et aux autres que l'armée malienne de 2012 reste bien différente de l'armée malienne de 2023. Ce qui est sûr, aucune portion du territoire national de la République du Mali ne restera en marge de la reconquête de « notre souveraineté nationale retrouvée ». En clair, le CDM annonce joindre sa voix à celle du Dr. Maïga, demandant à l'armée malienne déjà prête de s'équiper pour la libération totale et infaillible de Kidal en particulier, et du Mali en général.

Mamadou Diarra
Source : Le Pays

Avant-projet de la nouvelle constitution : La lueur d'espoir de la commission de finalisation

Conformément à la volonté des plus hautes autorités du pays, près d'une cinquantaine de personnes sont réunies, depuis près de deux semaines, pour la finalisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution du Mali. Avec les réformes politiques et institutionnelles en cours, la dotation du pays d'une nouvelle loi fondamentale (constitution) est jugée plus que délicate. A cet effet, vu l'état d'avancement des travaux en cours, la mi-parcours de la commission chargée de finaliser cet avant-projet reste à la fois prometteuse et porteuse d'espoir.

Pour analyser, décrypter et adapter la teneur de l'avant-projet constitutionnel aux réalités du pays, les autorités de la transition ont fait appel aux représentants des partis politiques, aux membres de la société civile, aux syndicalistes passant par d'autres regroupements pour, rappelle-t-on, finaliser l'avant-projet de la nouvelle constitution du Mali. En cours depuis près de deux semaines, les travaux enclenchés par la commission convainquent déjà. Dans un reportage réalisé par nos confrères de l'ORTM, des précisions ont été données par certains membres de la commission. Selon Assan Sylla, membre de la commission, « dans l'ensemble, les travaux se passent très bien dans la convivialité et surtout dans la compréhension mutuelle ». A ses dires, tout se passe bien comme les membres de la commission le souhaitent. Visiblement satisfaite de la mi-parcours, la participante estime qu'il n'était, au début, pas imaginable d'espérer qu'ils pouvaient arriver là où ils se trouvent présentement. La dotation du Mali d'une nouvelle constitution va positivement, d'après elle, impacter la vie de la nation. Pour le président du conseil national de la société civile du Mali, Boureïma Allaye Touré, les travaux se poursuivent avec sérénité. « Nous avons travaillé dans la sérénité et dans la compréhension sans aucune dissension majeure ». Les travaux en cours se passent dans une atmosphère apaisée. « Je sais que nous sommes très avancés. Nous sommes au-dessus des articles 100. Donc, dit-il, nous marchons et avançons très bien dans notre travail ».Franchement, explique Boureïma, tout va pour le mieux, pour le moment au sein de la commission de finalisation de l'avant-projet de la nouvelle constitution. Les participants annoncent qu'ils arrivent à s'entendre et à se comprendre autour de l'essentiel. « Tout va pour le mieux en ce moment,

parce que nous arrivons à nous comprendre. Avec toutes ces expériences, ces différents acteurs politiques, sociaux, d'administration, de même que nos ministres et toutes ces compétences que nous avons ici, chacun prend librement la parole, donne son opinion, discute avec les autres », ajoute Boureïma Allaye du conseil national de la société civile du Mali. C'est suite aux différents échanges que les participants décideront de convenir des modifications à apporter. « Parce que pour nous, va-t-il poursuivre, il faut travailler pour que cette constitution soit une constitution acceptée ».

La commission finalise son travail dans le délai, promet un document rassembleur !

Depuis sa mise en place, la commission de finalisation travaille de façon normale et régulière, témoigne Boubacar Sow. A ce rythme-là, confie le participant, il y a lieu d'espérer que la mission peut être exécutée dans le délai imparti (15 jours). Cela, vu l'ampleur du travail en cours. « Parce que ce qu'on est en train de faire, clarifie Boubacar Sow, c'est de sortir un document capable de rassembler les Maliens ». Lequel document pose les jalons d'un avenir meilleur pour une sortie de crise définitive au Mali, a-t-il annoncé. Au cours des échanges de la commission, les sujets qui ont pris beaucoup plus de temps, a-t-il indiqué, concernent la problématique des langues et de la laïcité dans le pays. « Ce sont ces deux questions qui ont pris beaucoup de temps. Mais les travaux de la commission ont permis d'avoir une compréhension commune avec quelques formulations rassurant tout le monde sur ce qu'il y a lieu de faire ». Pour le représentant des mouvements signataires, en l'occurrence Mohamed Ousmane Ag Mouhamedine, « ça a été vraiment un débat sans tabou et très ouvert avec une distribution équitable et sans discrimination de la parole ».A ce stade, corrobore l'intervenant, « nous pouvons, sans nous tromper, dire que le document en chantier est en train de prendre en compte les recommandations pertinentes des Assises nationales de la refondation, de même que les recommandations pertinentes de l'Accord d'Alger, en ce qui concerne les meilleures façons de gérer le pays, à travers une gouvernance vertueuse ». Des témoignages prouvant que la mi-parcours de la commission de finalisation de la nouvelle constitution est porteuse d'espoir pour un Mali nouveau et refondé.

Mamadou Diarra
Source : Le Pays

Réforme du système politique : La pratique commande le nouveau bail

Nous étions en avril 1997, le premier tour du scrutin législatif devrait se tenir. Les acteurs politiques, toutes catégories confondues (majorité comme opposition), chacun est sur le terrain pour mobiliser l'électoral dans le but d'aligner le maximum de députés à l'Assemblée nationale. L'opposition politique, alors incarnée par des hommes à poigne et très déterminés à obtenir l'alternance par les urnes, se sont mobilisés derrière les regrettés Almamy Sylla, Me Demba Diallo, Seydou Badian Kouyaté, Mamadou Bamou Touré, Me Mountaga Tall, Choguel K. Maïga, Amadou Niagandou, etc. Il y avait aussi, un certain Mamadou Lamine Traoré. Il a été respectivement : 1er vice-président et président par intérim de l'Adema-Pasj après l'élection du président Alpha Oumar Konaré à la présidence de la République en mai 1992. Mamadou Lamine Traoré a été également tout puissant ministre d'Etat en charge de l'Administration territoriale dans les gouvernements successifs de Younoussi Touré et Abdoulaye Sékou Sow, sous la direction du président Alpha Oumar Konaré entre 1992 et 1994. C'est à la faveur du 1er congrès ordinaire des Abeilles en 1994, que le ministre Mamadou Lamine Traoré et ses proches furent poussés à la porte par le clan Alpha Oumar Konaré.
L'ancien ministre des Affaires étrangères, Ibra-

him Boubacar Keïta, qui avait été porté à la tête du gouvernement quelques mois plus tôt, après la démission en catastrophe du Premier ministre Abdoulaye Sékou Sow, est élu président du parti contre Mamadou Lamine Traoré. Lui, qui avait tout entrepris pour remplacer Alpha Oumar Konaré à la tête des Rouges et Blancs, se retrouve finalement secrétaire aux relations extérieures adjoint après Toto Diarra. Très remonté contre ce qu'il a qualifié de coup de canif dans son dos de la part de Alpha Oumar Konaré et son clan, Mamadou Lamine Traoré, claque la porte pour grossir le rang de l'opposition. Son apport sera de taille dans l'animation politique au sein de l'opposition.

D'un camp à l'autre, la bataille politique s'organise. C'était l'ambiance dans les rues de la capitale du fait des manifestations de colère de l'opposition, qui se mobilise derrière leur leader. L'opposition dénonçait la mauvaise organisation du processus par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), une nouvelle structure en charge des Elections, dirigée par le bâtonnier Me Kassoum Tapo, qui représentait la société civile dans la nomenclature des membres constituant la CENI. Pouvoir comme opposition, chaque camp se défend de la justesse de son argumentaire. Les rares salles de conférences à Bamako ne désemplissaient pas. Idem pour les rues de la capitale. Tous les jours, il y avait une activité, notamment les conférences et les points de presse. Les marches avec barricades et ou les meetings. Qui se terminent pour la plus part par des jeux de pierres entre manifestants et forces de l'Ordre.

C'est dans cette ambiance délétère, que se sont organisées le 1er tour de la législative d'avril 1997. A l'issue du scrutin, très controversé, opposition comme majorité ont crié à la fraude massive et réclamé l'annulation pure et simple des votes dans l'ensemble des circonscriptions électorales. Une volonté exaucée par la nouvelle Cour Constitutionnelle. Mais, l'opposition ne s'est pas contentée de demander une simple annulation, elle a également réclamé la remise à plat du système électoral et politique en exigeant l'introduction du système proportionnel dans notre arsenal juridique concernant l'élection des députés à l'Assemblée nationale pour éviter de se retrouver à l'avenir avec la position de dominance à l'absolue de l'Adema-Pasj au sein de l'hémicycle. Mais, le hic à l'époque était de deux ordres : le délai des réformes préconisées par feu Almamy Sylla et ses camarades, qui conduisait le pays tout droit vers une nouvelle transition politique et la volonté de l'Adema-Pasj de s'accrocher à ses avantages constitutionnels. Car, la modification du système électoral pour introduire le système proportionnel entrainerait de facto à la modification de la constitution. Car, le système majoritaire est constitutionnel. Le président Alpha Oumar Konaré, qui a vu le danger venir a refusé de mordre à l'hameçon. Car, son mandat de cinq (5) ans devrait arriver à terme le 08 juin 1997. L'Adema-Pasj, qui a pris goût à la dominance sans partage a récusé la requête et enjoignant ses forces à celle de son président pour faire front commun contre l'opposition. Almamy Sylla et ses camarades aussi avaient réussi à constituer un bloc homogène solide pour y faire face. Les affrontements ont duré plusieurs semaines. Malgré le niet catégorique de l'Opposition, et en dépit de la profondeur de la crise sur l'arène politique à l'époque, le président Alpha Oumar Konaré a dû se résoudre à faire cavalier seul. Il refusa, à son tour de faire marche arrière. Car le faire, il allait tomber dans le piège du vide juridique, que l'opposition voudrait l'entrainé. Pour ce faire, il s'est employé par tous les moyens pour non seulement éviter le manège, mais à débaucher le maillon faible de l'opposition, qui se nommait Mamadou Maribatrou Diaby et son parti. Qui l'ont accompagné à la présidentielle de 11 mai 1997. Cette action de sauvetage de dernière minute a certes épargne à la démocratie malienne une aventure à l'issue incertaine, mais a créé un préjudice qu'elle traine encore. Car, c'est encore cette querelle de principe entre les deux forces politiques (majorité et opposition), qui est à l'origine du malaise de notre système politique. Dès lors, la problématique de la révision de la Constitution d'avril 1992, mainte fois reporté reste d'actualité.

Il s'agit de guérir notre système démocratique un malaise originel : celui de la dominance sans partage d'une seule force politique sur les autres ou encore l'écrasement des autres forces politiques par un seul parti et ses alliés au sein de l'hémicycle. La démocratie malienne souffre également de la suprématie d'un élu, fut-il Président de la République, au-dessus des autres Institutions pendant son mandat et même au-delà. Pendant le règne de ce représentant suprême de Dieu sur Terre, le Président (souverain) n'a de compte à ne rendre à personne. Le risque dérive autoritaire n'est pas à démontrer, c'est un vécu. Au regard de la pratique démocratique durant les 30 dernière années, il était impératif de se jeter un regard critique sur la Constitution pour apporter les améliorations nécessaires en vue d'éviter à notre pays les souffrances inutiles. Car, la plus part des grands affrontements politiques, qui sont eu lieu durant cette période, ont entrainé des pertes en vies humaines, notamment la frange juvénile. Il est donc nécessaire d'adopter une nouvelle Constitution, qui va prendre en charge toutes les dérives à l'origine des écueils, qui ont fait souffrir tant notre peuple.

Il faut rappeler qu'après la réélection du président Alpha Oumar Konaré, l'opposition a non seulement refusé de reconnaître son statut de Président de la République réélu, mais a désigné son propre Président en la personne de Almamy Sylla. Elle a également constitué son propre gouvernement face à celui du président Alpha Oumar Konaré. Dès lors, la confrontation entre les deux camps était inévitable. Et à la faveur d'une conférence de presse, qui se tenait au siège du Miria, le parti de Mamadou Lamine Traoré, les leaders de l'opposition, qui s'était donnée une identité en s'appelant Coppo (Collectif des partis politique de l'opposition), avec Almamy Sylla comme président de la coalition. Comme pour dire qu'il soit appelé : la révision de la Constitution ou une nouvelle Constitution, la nécessité du changement est une constance depuis le des deux dernières années du second mandat du président Konaré. Mais, tous les trois Chefs d'Etat (Alpha Oumar Konaré, Amadou Toumani Touré et Ibrahim Boubacar Keïta) qui se sont succédé à la tête du pays, ont tous tenté l'aventure d'une nouvelle Constitution. Mais, tous les trois ont échoué. Va –t-on vers un scénario du genre encore ?

A suivre...

M A. Diakité
Source : Tjikan

Littérature : Les noms de famille, un véritable abreuvoir !

Le musée national a servi de cadre pour le lancement du livre de l'abbé Dr Amadou Kizito Togo, intitulé les noms de famille (Tigué), clés de compréhensions de l'univers dogon. C'était en présence du chef de cabinet du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Yamoussa Fané, des proches de l'auteur et des amoureux de la lecture.

Il faut noter que l'Abbé Amadou Kizito Togo est Docteur en Histoire de l'Église, et Président de l'UCAO- UUA ; en qualité d'historien il est à sa troisième publication. Il a, à son actif : L'assaut des nouvelles religions au pays dogon, Jubilé d'Or du Diocèse de Mopti, les noms de famille (tiguè). Clefs de compréhension de l'univers dogon.

Le livre que l'Abbé Dr Amadou KizitoTogo nous invite à lire est un essai à la fois anthropologique, ethnolinguistique, sociologique, philosophique et historique. A l'image de son auteur, homme de Dieu, historien des religions et philosophe théologien, cet ouvrage interdisciplinaire pose la question de l'identité dogon. Celle de la mémoire d'un peuple et ce, à un moment où la mondialisation menace d'uniformiser notre diversité, richesse si singulière et si chère à nos yeux. Les nombreuses demandes de changement de noms de famille en attestent. Le nom patronymique, le patronyme, tout simplement, renseigne sur l'origine sur le rang et sur les relations entre voisins.

Le chef de cabinet du ministère de l'Artisanat, de la Culture , de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Yamoussa Fané dira que le travail de collecte et d'ethnographie réussie par l'auteur, s'étalant sur plusieurs années, dénote à suffisance la rigueur et le sérieux qu'il confère au travail de recherche qui a besoin de ces étapes nécessaires à la réalisation d'un ouvrage de qualité . « **C'est - à dire, du questionnement à la publication en passant par des étapes essentielles comme l'exploration, le recueil des données, l'analyse et l'interprétation critique des résultats. Cet ouvrage nous offre l'occasion, de réfléchir s'il faut légiférer ou à adopter des mesures en vue de leur classement au patrimoine national et mondial de l'UNESCO. Il ne faut pas se laisser conter ce qu'il révèle de mystérieux au - delà du nombre impressionnant de patronymes, comme les patronymes qui voyagent entre les différentes communautés du Mali et qui renseignent sur non seulement la diversité de l'univers dogon, la tolérance du peuple dogon et la complexité de l'ethnogenèse dogon et du peuplement dogon** », a-t-il conclu.

Le modérateur Emmanuel Sagara soutient que s'il est une communauté culturelle du Mali dont la revue littéraire est l'une si non la plus florissante, c'est bien, celle de la communauté dogon.

En effet, depuis l'apogée de la colonisation dans les années 1930, l'invasion épique et conquérante du continent africain par toutes sortes d'envahisseurs, n'a point épargné la

partie Ouest Africaine. Sous le couvert et le prétexte de plusieurs vrais faux alibis, ils sont venus découvrir, tout ce qui était voilé et caché. « **Ils ont incendié les bois intangibles, tirant Ancêtres et génies par leur barbe paisible** » comme le disait si bien Senghor. En effet, au - delà des richesses naturelles, au - delà des richesses humaines physiques et intellectuelles, ces nouveaux venus, s'en sont pris aussi et surtout à ce qui constitue l'âme de tout peuple : sa culture. « **Des intellectuels de tous poils et de tous acabits, des chercheurs de quelques jours se transformant en spécialistes, des ethnologues "dogoneux" pour emprunter à Césaire cet autre néologisme dont lui seul connait le secret, ont tout dit sur le dogon, sur le pays dogon, sur l'univers dogon. Tout ? Ont- ils réellement tout dit ? Ont- ils tout dit de belle et bonne manière ? Voilà, que depuis quelques temps, des fils du pays, essaient soit de confirmer soit de ré - écrire soit d'infirmer tout ce qui a été quelquefois romancé sur les dogon comme sur la plupart des communautés ethniques africaines. Aujourd'hui, parmi les nombreux ouvrages déjà publiés ou en cours de publication, nous avons le plaisir de lancer l'une des plus récentes recherches sur un pan de la culture dogon** », a-t-il fait savoir.

Amadou Kizito Togo, auteur de l'ouvrage les noms de famille (Tigué), clés de compréhensions de l'univers dogon a martelé dans son intervention que c'est une petite partie des dogons qui portent les masques. Par contre tous dogons portent un nom de famille. « **Parce que pour moi, on porte plusieurs noms de famille. Evidemment dans l'administration vous allez vous donner un seul nom. Je connais personnellement des personnes dont le grand frère est Sagara et le petit frère Kéné. Parce que dans cette localité, les gens sont Sagara et aussi Kéné. Selon là où on se trouve, on peut revendiquer plusieurs noms de famille. Mais l'administration ne connaît qu'un seul nom de famille. J'ai été sensible à cette question. Surtout que les gens disent que les noms de famille dogon sont trop. Mais, il y en a combien exactement ? Alors j'ai essayé de voir, il y a combien exactement en appuyant sur les documents. Les noms de famille qui sont à l'état civil j'en ai recensé 411 noms de familles dogons. Dans un premier temps, j'avais voulu écrire un dictionnaire de nom de famille dogon. Je me suis rendu compte qu'on ne peut pas écrire un dictionnaire sans réellement informer celui qui va lire ce dictionnaire sur la culture dogon. Parce que ces noms de famille sont en étroite relation avec la culture dogon. Ainsi donc j'ai essayé de présenter les noms en lien avec ce que j'ai appelé les identités remarquables du pays dogon. Cet aspect géographique se voit sur le plan culturel. La deuxième identité remarquable, c'est la langue. Tout le monde sait que les dogons parlent plusieurs variantes. Ces variantes aussi sont une seule langue puis que cette langue se différencie des langues voisines. Mais à l'intérieur, vous allez voir qu'il y a plusieurs variantes. J'ai essayé de regrouper les variantes à 22 grands groupes** », a-t-il dit.

Ibrahim Sanogo

Charte d'éthique et des valeurs du Mali : Le Mali se dote d'un document référentiel authentique

Sous la conduite du ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo, le comité de pilotage de la Charte d'éthique et des valeurs du Mali s'est réuni le lundi 13 février 2023 au Centre International de Conférences de Bamako. Le document final validé se fonde sur des valeurs et principes cardinaux du Mali d'hier. Une référence et une boussole pour le Mali nouveau.

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle qui secoue le vivre ensemble, ébranle la cohésion sociale et fait faillir les instituions : l'Etat, la famille, l'école, la religion... Pour renverser cette spirale gênante, le comité de pilotage, investi de la tâche d'élaborer la « charte d'éthique et des valeurs du Mali », revient avec le fruit de son travail. Il a peaufiné et finalisé « un document important pour le Mali », selon le ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, Andogoly Guindo.

Se fondant sur les bases et les valeurs du Mali authentique, le comité de pilotage, composé d'experts, d'un comité scientifique présidé par Famagan-Oulé Konaté, a validé ladite charte qui servira de bréviaire et de socle pour le Malikoura. Avec la bienveillance du ministre Andogoly Guindo, le comité a, après formulation de quelques recommandations, approuvé le document final.

« Le présent document est le fruit d'un travail minutieux et acharné accompli par un comité scientifique, pluridisciplinaire, sous l'égide du comité de pilotage », a souligné le ministre Guindo. Confiant du contenu instructif de la charte, le ministre en charge de la culture rasssure que « le document sera versé dans le système éducatif malien ».

Son élaboration a respecté un ordre bien établi et harmonisé, a appuyé pour sa part le président du comité de pilotage, à travers notamment, la réalisation d'une enquête quantitative sur un échantillon national de 480 citoyens, dont 50% de femmes. La réalisation d'une enquête qualitative sur un échantillon de 60 représentants des différentes aires culturelles du Mali.

« L'enquête quantitative a révélé que les 480 citoyens interrogés approuvent les valeurs inscrites dans la charte, dans une proportion de 70% à 100% », a révélé le président du comité de pilotage, Famagan-Oulé Konaté. Et de poursuivre : « la même enquête conclut que la culture malienne, les traditions et coutumes des communautés regorgent de nombreuses valeurs positives qu'il suffit de revisiter ».

Cette charte prend en compte plusieurs aspects importants, à savoir la codification des normes, modèles et systèmes devant régir la vie de la société, la reconnaissance de l'autorité parentale et de la société, entre autres.

Ousmane Tangara
Source : Le Challenger

Assemblée de l'Union Africaine : Guterres préoccupé par les violences armées en RDC et au Sahel

Au cours de l'assemblée de l'Union africaine (UA), le patron de l'ONU a exprimé sa préoccupation face aux conflits armées et aux violences qui déchirent les peuples. Selon lui, « l'Afrique a besoin d'action pour la paix ». Devant l'assemblée de l'Union africaine (UA) le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, a souligné qu'il était « profondément préoccupé » par la situation en République démocratique du Congo (RDC) et au Sahel.

Les chefs d'Etat africains sont rassemblés ce week-end à Addis Abeba, capitale de l'Ethiopie, pour évoquer notamment les violences meurtrières sur le continent. « **Je suis profondément préoccupé par la montée de la violence des groupes armés observée récemment dans l'est de la République démocratique du Congo et par la progression des groupes terroristes au Sahel et ailleurs** », a déclaré M. Guterres. « **Le terrorisme et l'insécurité s'aggravent et les conflits sont plus nombreux** », a-t-il affirmé. Le 17 février 2023, les chefs d'Etat de plusieurs pays d'Afrique de l'Est ont appelé à un « **retrait de tous les groupes armés** » d'ici le 30 mars de l'est de la RDC, en proie à des violences notamment près de la frontière avec le Rwanda. De nombreux groupes armés sévissent dans l'est de la RDC depuis des décennies, dont beaucoup sont un héritage des guerres régionales qui ont éclaté dans les années **1990-2000. « Nous devons continuer de lutter pour la paix. Néanmoins, pour parler sans détour, les mécanismes de paix vacillent** », s'est inquiété le secrétaire général de l'ONU.

A l'occasion, le patron de l'ONU a plaidé pour le Mali, le Burkina Faso et la Guinée, tous dirigés par des militaires arrivés au pouvoir à la faveur de coups d'Etat depuis 2020 et, qui suspendus par l'UA, font du lobbying pour la levée de leur suspension.

L'ONU et l'UA appellent de leur côté les dirigeants de ces pays à rendre dès que possible le pouvoir aux civils pour permettre le retour à l'ordre constitutionnel dans chacun des pays. « **Je souscris à l'appel que vous avez lancé en faveur du rétablissement de gouvernements civils et démocratiquement élus au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Soudan** », a affirmé M. Guterres devant l'assemblée de l'UA. Le secrétaire général de l'ONU s'est par ailleurs félicité de certaines avancées, notamment les accords de cessez-le-feu en Ethiopie ou en Libye, des « **nouvelles porteuses d'espoir** ». Le 36e sommet de l'UA, qui regroupe 55 pays, vise notamment à accélérer la zone de libre-échange africaine, qui a un « **potentiel énorme** », selon M. Guterres. « **Cela représente une voie véritablement transformatrice vers la création d'emplois et de nouvelles sources de prospérité pour les Africains, surtout pour les jeunes** », a-t-il estimé.

Binadjan Doumbia

Levée des sanctions à l'UA : Abdoulaye Diop et ses collègues du Burkina et de la Guinée à la manœuvre

Depuis le 16 février 2023, les Ministres en charge des Affaires étrangères du Burkina Faso, de la Guinée et du Mali poursuivent, au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, les consultations de haut niveau avec les responsables de l'UA et de la Commission de la CEDEAO, en marge du 36ème Sommet de l'UA. Cette démarche vise à convaincre l'Union Africaine à suspendre ses sanctions contre les trois pays...

Dans cette perspective, plusieurs rencontres ont lieu avec des émissaires de l'Union Africaine. C'est ainsi qu'ils ont rencontré, tour à tour, Monsieur Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores et Président en exercice entrant de l'UA, Monsieur Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'UA, l'Ambassadeur Bankole Adeoye, Commissaire aux Affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA et Monsieur Omar Alieu Touray, Président de la Commission de la CEDEAO.

Lors des différentes rencontres, la délégation ministérielle conjointe a donné des informations sur les processus de transition en cours et la situation sécuritaire.

Tout en réitérant l'engagement des plus hautes Autorités des trois pays pour un retour à l'ordre constitutionnel dans les délais convenus, les trois Ministres ont invité leurs interlocuteurs à avoir une lecture réaliste et pragmatique de la situation tout en sollicitant leur soutien au plaidoyer en cours pour la levée des sanctions prises à l'encontre des trois États au niveau de la CEDEAO et de l'UA. À cette occasion, ils ont regretté la politique de deux poids, deux mesures dans le traitement au niveau de la CEDEAO et de l'UA des dossiers de leurs pays par rapport à des situations similaires ou comparables.

La délégation ministérielle conjointe a profité de ces rencontres pour remettre au Président de la Commission de l'UA et au Président de la Commission de la CEDEAO la lettre cosignée par les Ministres des Affaires étrangères et par laquelle ils sollicitent la levée de toutes les sanctions prises contre leurs pays respectifs.

Toujours dans la même dynamique, la délégation tripartite conduite par les Ministres chargés des affaires étrangères du Burkina Faso, de la Guinée et du Mali a poursuivi les consultations de haut niveau en marge du 36ème

Sommet de l'Union africaine (UA). La délégation ministérielle conjointe a rencontré successivement les Ministres des Affaires étrangères de la Tunisie (membre du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA), de la Guinée Bissau (Président du Conseil des ministres et du Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO) et de la Gambie (membre du CPS). Lors de ces différentes rencontres de haut niveau, les trois ministres ont plaidé pour une meilleure lecture de la situation dans leurs pays respectifs et la prise en compte des intérêts vitaux des populations des trois pays dans l'appréciation du contexte et l'application des textes régissant l'UA et la CEDEAO.

Meilleure appréciation du contexte

Les Ministres rencontrés ont notamment salué l'initiative de ces consultations qui leur ont permis d'avoir une meilleure appréciation du contexte sociologique, humanitaire et sécuritaire des trois pays. Ils ont en outre invité à poursuivre le dialogue pour trouver des solutions aux préoccupations des trois pays.
Il convient de signaler que l'examen de la situation au Burkina, en Guinée et au Mali n'est pas inscrit à l'ordre du 36ème sommet de l'UA. Toutefois, il s'agissait surtout pour la délégation ministérielle conjointe de profiter de la présence à Addis-Abeba des hauts représentants des États membres de l'UA et des Présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UA dans le cadre dudit sommet pour saisir formellement les Organes compétents de la CEDEAO et de l'UA des préoccupations des trois pays en transition et mener le plaidoyer en vue du réexamen après le sommet de leur situation par l'Organe délibérant de la CEDEAO en matière de paix et de sécurité et par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Par conséquent, cette question ne figure pas à l'ordre du sommet d'Addis-Abeba.
Parallèlement à ces rencontres conjointes, la délégation malienne conduite par Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, a eu des entretiens bilatéraux sur des questions d'intérêt commun avec les Ministres chargés des Affaires étrangères du Gabon (membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU), de la Mauritanie et le Haut Représentant de l'UA pour la Somalie et Chef de l'ATMIS.

Binadjan Doumbia

He Yin, le Quotidien au Peuple : La vitalité de l'économie chinoise booste la reprise mondiale

Comme les organisations internationales et les institutions d'investissement ont revu à la hausseleurs prévisions de croissance économique de la Chine cette année, la communauté internationale a renforcé sa confiance dans l'économie chinoise. Un large consensus se forme au monde, selon lequel la reprise de l'économie mondiale dépendra de l'économie chinoise, ce qui représente également les attentes générales de la population. On s'attend à ce que l'économie chinoise s'ouvre à de meilleures perspectives et apporte de nouveau la plus grande contribution à la croissance mondiale. La trajectoire de développement de l'économie mondiale sera largement décidée par les consommateurs chinois.

La hausse des prévisions de croissance économique de la Chine met en avant la grande résilience de l'économie chinoise. Le récent rapport sur les perspectives de l'économie mondiale publié par le Fonds monétaire international (FMI) a prévu une croissance de 5,2% pour l'économie chinoise en 2023, soit 0,8 point de pourcentage de plus que les prévisions précédentes, et la Chine contribuera à un quart de la croissance mondiale cette année.

Le rapport des Nations unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP) pour 2023 indique que la Chine pourrait connaître une croissance de 4,8% cette année, et soutenir ainsi la reprise économique en Asie de l'Est. En outre, de nombreuses institutions internationales d'investissement, dont Morgan Stanley, Goldman Sachs, HSBC et JPMorgan, ont révisé à la hausse leurs prévisions de croissance en Chine pour 2023. Bloomberg a déclaré sur son site que la reprise économique de la Chine devrait donner un coup de pouce bienvenu à la croissance mondiale.

Cette hausse des prévisions de la croissance en Chine résulte le plus directement de l'ajustement de la réponse de la Chine à la COVID-19. La forte augmentation des indicateurs du marché de la consommation pendant les vacances du Nouvel an chinois montre une reprise très soutenue. Selon les dernières statistiques, l'indice des directeurs d'achat (PMI) du secteur manufacturier chinois a indiqué de nouveau une expansion du secteur en janvier, traduisant également un rebond économique stable. L'hebdomadaire américain Barron's a déclaré que tous les interrupteurs qui peuvent être actionnés ont été déclenchés pour favoriser la croissance en Chine, et que la croissance bénéficiait d'un fort élan.

En maintenant le prix de ses produits de base à un niveau relativement bas, la Chine a convaincu la communauté internationale qu'elle disposait d'une grande marge de manœuvre pour conserver sa politique budgétaire de relance et sa politique monétaire prudente. Certains pays ont connu une flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires en

2022. Par exemple, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 6,5% en glissement annuel aux États-Unis, de 9,2% dans la zone euro et de 10,5% au Royaume-Uni en décembre 2022.

Les activités économiques mondiales seront toujours confrontées à la pression exercée par une inflation élevée cette année. Pour freiner l'inflation et empêcher une récession de l'économie mondiale, la Réserve fédérale des États-Unis a relevé de nouveau son taux d'intérêt de référence d'un quart de point de pourcentage, et la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont suivi ce mouvement en augmentant les taux d'intérêt de 50 points de base. Par contre, le prix des produits de base en Chine reste généralement stable. L'IPC du pays a augmenté de 2% sur un an en 2022.

La Chine dispose d'une grande marge de manœuvre budgétaire, lui permettant de mieux adapter son économie après le redémarrage économique, selon Leslie Maasdorp, vice-président de la Nouvelle banque de développement des BRICS.

Pour anticiper les tendances économiques, il faut étudier à la fois l'évolution à court terme et la dynamique de croissance à long terme. Avec une population de plus de 1,4 milliard d'habitants, un PIB par habitant de plus de 12 000 dollars et 400 millions de personnes à revenu moyen, la Chine est le méga marché doté du plus fort potentiel du monde. La Chine bénéficie donc d'énormes atouts au niveau de la taille économique, du développement innovant et de la capacité à résister aux chocs.

La Chine possède le système manufacturier le plus grand et le plus complet du monde et fait partie des plus grands producteurs mondiaux de plus de 220 produits industriels. Elle occupe une position essentielle dans le système mondial de division du travail et dans le système de la chaîne d'approvisionnement et dispose d'une forte capacité d'approvisionnement pour favoriser un nouveau paradigme de développement.

Le pays poursuit une stratégie d'ouverture plus proactive, œuvre à la création d'un réseau mondial de zones de libre-échange de haut niveau et travaille avec toutes les parties pour la construction conjointe de "la Ceinture et la Route". Par conséquent, la Chine poursuit une plus large ouverture, dans plus de domaines et plus en profondeur. La Chine est restée le premier négociant mondial de marchandises pendant six années consécutives et n'a cessé d'atteindre de nouveaux records en matière d'investissements directs étrangers, ce qui a jeté des bases solides pour un développement économique soutenu.

Tamas Hajba, représentant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en Chine, a déclaré que la Chine disposait d'un très grand marché et qu'elle élargissait toujours son ouverture et sa coopération. La croissance économique du pays jouera le rôle de stabilisateur pour la croissance mondiale et régionale.

La Chine est la deuxième plus grande économie du monde. Sa reprise économique revêt une importance cruciale pour le monde. Le pays s'efforcera d'atteindre ses principaux objectifs économiques cette année, de manière à réaliser de nouveaux progrès dans le développement de haute qualité. Il apportera certainement une contribution majeure à la reprise mondiale.

Le 24 janvier 2023, des touristes font une croisière nocturne en bateau le long de la rivière Qinhuai près du temple de Confucius à Nanjing dans la province du Jiangsu (dans l'est de la Chine). (Gu Changwang/Pic.people.com.cn)

Source : Malijet

Turquie : Le footballeur ghanéen Atsu retrouvé mort après le séisme

Le footballeur ghanéen Christian Atsu, du club turc de Hatayspor, a été retrouvé mort sous les décombres de son immeuble à Hatay au sud de la Turquie, a annoncé samedi son agent cité par l'agence privée turque DHA.

"Le corps sans vie d'Atsu a été retrouvé sous les décombres. On retire encore ses affaires. Son téléphone a aussi été retrouvé", a affirmé son agent Murat Uzunmehmet.

Selon les médias turcs, l'ancien joueur de Chelsea et Newcastle en Angleterre, âgé de 31 ans, était sous les décombres de la résidence Rönesans, une tour de 12 étages qui s'est effondrée dans le séisme.

L'ambassade ghanéenne en Turquie et la Fédération ghanéenne de football avaient initialement assuré que l'attaquant avait été retrouvé vivant, mais ces informations s'étaient par la suite révélées fausses.

Le promoteur de la résidence de luxe transformée en ruine, où 800 personnes seraient ensevelies, a été arrêté la semaine dernière alors qu'il tentait de quitter la Turquie.

Atsu avait rejoint en septembre le club turc de Hatayspor, basé dans la province de Hatay (sud), près de l'épicentre du violent séisme qui a frappé le 6 février la Turquie. Le séisme, suivi de puissantes répliques, a tué plus de 40.000 personnes en Turquie et en Syrie, selon les derniers bilans officiels diffusés vendredi, faisant également des milliers de blessés et de sans-abris par un froid glacial.

Source : AFP

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Ne confiez pas vos ambitions auprès de collègues qui convoitent le même poste que vous. La rivalité tend l'ambiance au sein de votre service. Des remaniements sont possibles et chacun veut avoir la meilleure place. On peut vous convoquer à une réunion.

La Lune en Verseau vous inspire pour des idées créatives. Vous pourriez créer un meuble ou faire de la récupération. Peindre ou rénover vous plaisent tout en vous aidant à réaliser des économies. La stabilité matérielle se maintient grâce à des astuces.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Aujourd'hui, la prudence est de rigueur. Des tensions apparaissent avec quelques collègues, les reproches fusent. Personne ne veut assumer ses erreurs ni prendre ses responsabilités. Vous avez une carte à jouer, analysez la situation avant d'agir.

Vous pouvez décider de faire quelques achats sauf que vous devez jouer la prudence. Vivre au-dessus de vos moyens n'est pas une bonne solution. Aujourd'hui, faites-vous plaisir, mais modérément, sans abuser. Faites quelques réajustements si nécessaire.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités vous demandent de vous diversifier et de finir dans des délais brefs. Ne vous laissez pas attendrir par des collègues qui demandent de l'aide. Cette situation pourrait retarder votre productivité et vous pénaliser. Restez concentré sur vos fonctions.

Une atmosphère festive vous incite à dépenser sur des petites choses, mais la note risque d'être salée au final. Il est nécessaire de savoir dire non sur certaines dépenses, car elles ne valent pas la peine pour le moment et déséquilibrent votre compte.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous envisagerez très sérieusement de changer de travail. Vous avez l'impression d'avoir fait le tour de votre activité. Les réunions à rallonge dont rien ne sort vous fatiguent et vous donnent l'impression de ne plus être utile. Vous avez envie de fuir !

La pleine Lune met l'accent sur vos finances. En ce jour férié, ne vous laissez pas aller à la dépense. Pensez aux autres jours du mois et à la rentrée qui approche, d'autant plus que vous aurez la peur de manquer. Ne provoquez pas ce que vous craignez !

Lion (22 juillet - 23 août)

Des discussions avec un collaborateur peuvent donner des éclaircies sur votre avenir professionnel. Uranus en Taureau vous oblige à changer de cap et de bénéficier d'une aide très inattendue. Un poste dans la communication ou de création peut se présenter.

Mars en Lion vous rend très exigeant et actuellement vous n'aimez pas les articles bas de gamme. Dans la moindre dépense, vous pouvez craquer pour des produits liés au bien-être ou vouloir renouveler beaucoup de choses essentielles à votre épanouissement.

Vierge (23 août 23 septmbre)

On peut dire que vous avez le vent en poupe ces derniers temps, les propositions professionnelles s'enchaînent. Vous faites des émules au sein de votre entreprise, vos qualités et votre expérience sont reconnues. Votre réputation n'est plus à faire.

Lorsqu'il s'agit d'augmenter vos revenus, vous vous montrez particulièrement actif, toujours prêt à vous rendre utile. Vous avez des ambitions, pour réaliser vos objectifs vous pouvez déplacer des montagnes. Les finances sont au vert.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Le poste actuel peut vous donner le champ libre et plus d'autonomie. Cette atmosphère qui s'améliore vous fait plaisir et vous donne la possibilité de travailler dans de meilleures conditions. La journée est profitable pour faire diminuer le stress accumulé.

D'inévitables dépenses sont en cours et elles proviennent de votre train de vie avec une charge à régler. Faites attention à des frais qui ne seraient pas utiles, car vous pouvez en avoir beaucoup. Des concessions sur des loisirs semblent inévitables.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous suscitez une grande jalousie ! Vos compétences, votre cote de sympathie font des envieux qui ne se cachent pas et cherchent parfois à vous déstabiliser. Ne répondez pas à la provocation. Vous n'enlevez rien à personne. Vous êtes tout simplement doué !

Les planètes concernées ont tendance à vous pousser à la dépense excessive. À vous de gérer au mieux vos comptes de manière à vous faire plaisir, vous l'avez bien mérité, mais aussi de prévoir les sommes pour les charges courantes. Vous devriez y arriver !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des hésitations et des doutes se bousculent dans vos pensées. Vous ne savez pas quel type de profession vous va le mieux, car un carrefour professionnel est arrivé. Des activités commerciales nouvelles peuvent vous inciter à prendre la parole en public.

Jupiter dans votre signe joue avec vos nerfs. Vous pourriez craquer sur des produits onéreux, qui habituellement n'entrent pas dans votre budget. Les achats peuvent concerner des articles de sport, de pêche, de loisirs ou encore un billet pour un voyage.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Mars vous confronte à des choix importants dans votre vie professionnelle. Pour trancher, vous devez garder la tête froide. Vous n'avez pas besoin d'être distrait par les conseils d'une tierce personne. Vous le lui faites savoir un peu brutalement.

Petit à petit vous réussissez à maîtriser vos finances, vous avez appris des erreurs que vous avez pu faire, vous mettez ces leçons à profit pour rebondir. Si vos enfants vous demandent de l'argent, vous entamez un dialogue, c'est donnant donnant.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Avec votre personnalité, vous attirez du monde spontanément et inspirez confiance. Des collaborateurs peuvent voir en vous, un futur leader pour le service. On compte complètement sur vos compétences. Le rendement peut être abondant dans la journée.

Préserver le budget à flot demande des concessions. Pourtant, les frais sont causés par des sorties et coups de coeur. Vous pourriez craquer pour un produit high-tech. Mais il est conseillé de vérifier les différents tarifs ou de différer vos achats.

Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez aujourd'hui, vous en serez satisfait, car vous n'aurez pas à gérer les problèmes familiaux. Vous vous consacrerez à votre activité, qui représente votre vie propre et n'interfère avec personne d'autre. Vous vous sentirez libre !

Ne vous lancez pas dans une comptabilité complexe ! Certes, surveillez vos prélèvements et vérifiez vos tickets de caisse surtout dans le cas de nombreuses promotions qui sont rarement toutes enregistrées, mais n'en faites pas plus aujourd'hui.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com